Nations Unies S/PV.7980



Conseil de sécurité

Soixante-douzième année

Provisoire

7980e séance
Mercredi 21 juin 2017, à 10 h 20
New York

Président :	M. Llorentty Solíz	Bolivie (État plurinational de)
Membres :	Chine	M. Liu Jieyi
	Égypte	M. Aboulatta
	États-Unis d'Amérique	Mme Sison
	Éthiopie	M. Alemu
	Fédération de Russie	M. Safronkov
	France	Mme Gueguen
	Italie	M. Lambertini
	Japon	M. Bessho
	Kazakhstan	M. Bitimov
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Hickey
	Sénégal	M. Ciss
	Suède	M. Skau
	Ukraine	M. Herasymenko
	Uruguay	Mme Carrión

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2017/508)

17-17786 (F)







La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2017/508)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de l'Espagne, de l'Inde, du Pakistan, des Pays-Bas, de la République islamique d'Iran et de la Turquie, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite Mme Joanne Adamson, Cheffe adjointe de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2017/508, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à M. Yamamoto.

M. Yamamoto (*parle en anglais*) : Les mois qui ont suivi la présentation de mon dernier exposé (voir S/PV.7896) ont été extrêmement tendus en Afghanistan. La détérioration des conditions de sécurité a fait remonter à la surface les tensions politiques sous-jacentes. Dans le même temps, le Gouvernement s'est montré résolu à prendre des initiatives pour parvenir à la paix, comme en atteste la conférence portant sur la paix et la sécurité dans la région qu'il a organisée avec succès au début du mois et la poursuite de la mise en oeuvre de l'accord politique conclu avec l'ancien groupe rebelle Hizb-i Islami (Gulbudin). Mais si le Gouvernement d'union nationale ne redouble pas d'efforts pour accroître l'inclusion politique, renforcer l'application du principe de responsabilité et améliorer sa crédibilité, en particulier dans le secteur de la sécurité, il est probable que nous serons confrontés à d'autres crises dans un environnement de plus en plus fragile. Les faits survenus tôt dans la matinée du 20 juin - lorsque la tentative du Gouvernement de disperser les derniers manifestants a donné lieu à des violences - est un rappel que la prudence, le calme et l'unité sont nécessaires.

La dernière crise d'ordre sécuritaire et politique a été déclenchée par l'attentat à la bombe qui a eu lieu dans le centre-ville de Kaboul le 31 mai. Il a été suivi par d'importantes manifestations de rue pour protester contre l'insécurité grandissante, qui ont tourné à la violence, puis par un attentat-suicide lors des funérailles d'une des personnes tuées dans les manifestations. Le Chef de l'exécutif Abdullah, le Ministre des affaires étrangères Rabbani et d'autres hauts responsables politiques étaient proches de l'explosion survenue et, heureusement, ils en sont sortis indemnes. Les lignes de fracture politique qui sont apparues sont de plus en plus à caractère ethnique, ce qui est particulièrement inquiétant au moment où l'État islamique s'efforce de provoquer des affrontements interconfessionnels dans le pays en s'attaquant aux musulmans chiites.

Lors des manifestations antigouvernementales du 2 juin, nous, à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), avons mené une vaste campagne de sensibilisation auprès des responsables de tous les camps, en particulier ceux des mouvements politiques qui envisageaient de se rallier aux manifestations. Nous avons appelé à la retenue et mis en garde contre les conséquences négatives qu'une perte de contrôle auraient pour chacun, et leur avons demandé de donner au Gouvernement le temps de répondre à leurs griefs sans violence. Grâce à notre action, conjuguée aux efforts intenses du Gouvernement et des membres du corps diplomatique, le risque immédiat d'escalade a été contenu. Nous sommes reconnaissants au Gouvernement et aux dirigeants politiques qui n'en font pas partie d'avoir reconnu par la suite que les efforts de la MANUA ont contribué à calmer la situation. Je reste préoccupé, toutefois, que faute de changements dans les pratiques de gouvernance, nous pourrions être confrontés à l'avenir à d'autres crises plus difficiles à contenir.

Quelle est la cause première du problème? Il y a eu des indices, depuis l'été dernier, que le large consensus politique en Afghanistan se fissurait. Ces derniers mois, un nombre croissant de factions politiques, dont certaines

faisaient partie du Gouvernement d'union nationale, ainsi que la jeune génération de dirigeants politiques, ont commencé à critiquer le Gouvernement et exigé de lui qu'il procède à sa propre réforme, arguant qu'il n'était pas assez consultatif ou inclusif. Le Gouvernement, pour sa part, affirme que les groupes d'opposition bloquent des réformes importantes et alimentent les tensions en appelant à son remplacement. Chaque partie accuse l'autre d'agir contre les intérêts du pays. Il est indéniable à mon sens que ces perceptions ont contribué aux tensions qui caractérisent le climat politique aujourd'hui. L'existence de l'opposition est naturelle dans toutes les scènes politiques, mais la méfiance ne cesse de croître, tandis que certains recourent de plus en plus à des déclarations et à des slogans intransigeants pouvant engendrer d'autres manifestations violentes. Des mesures aux fins de l'inclusion et de la construction du consensus sont essentielles pour la stabilité politique.

L'attentat-suicide du 31 mai a eu lieu juste à l'extérieur de l'enclave diplomatique d'accès réservé dans le centre-ville de Kaboul. Il a fait plus de 90 morts et près de 500 blessés – tous des Afghans. Bien qu'il n'y ait pas eu de blessés graves parmi le personnel international, un certain nombre de bâtiments diplomatiques, dont plusieurs de l'ONU, ont été gravement endommagés. Certaines ambassades ont dû évacuer leur personnel en attendant que leurs locaux soient réparés. En dépit de cette situation, il est impératif de ne pas laisser cette attaque saper l'appui international accordé à l'Afghanistan, notamment en matière de développement et d'assistance économique. La communauté internationale ne doit pas se laisser intimider ni céder aux terroristes.

La capacité du Gouvernement à tenir à Kaboul même le 6 juin une réunion de haut niveau du Processus de Kaboul sur la paix et la sécurité régionales, avec la participation de 24 États et organisations, a démontré sa résilience et la détermination de la communauté internationale à maintenir son soutien à l'Afghanistan et au Gouvernement d'union nationale. Dans son discours d'ouverture, le Président Ghani Ahmadzai a déclaré :

> « Nous sommes réunis pour cette conférence car la communauté mondiale a signé une promesse que le terrorisme ne serait pas toléré, et nous exigeons aujourd'hui que le monde honore cette promesse. »

À cet égard, je me félicite de l'approbation par l'Assemblée générale de la proposition du Secrétaire général de créer un nouveau bureau chargé de la lutte contre le terrorisme, dirigé par un Secrétaire général adjoint.

La vision afghane de la paix se fonde sur le fait qu'un Afghanistan stable produirait une région stable et plus prospère. La réalisation de cette vision nécessitera la ferme détermination de tous les États concernés, en particulier ceux de la région. Le Gouvernement afghan a demandé, lors de la Conférence de Kaboul, que la communauté internationale examine cette question sous tous ses aspects. Le lien entre la criminalité, la corruption et le terrorisme finit toujours par affaiblir les États et le système étatique. C'est pourquoi les États doivent s'unir pour lutter contre ce phénomène. La preuve de notre engagement sera un Afghanistan stable.

Du côté afghan, la série récente d'incidents de sécurité a démontré la nécessité urgente d'une réforme du secteur de la sécurité. Je me félicite de la volonté du Gouvernement de procéder, dans la transparence, à des nominations basées sur le mérite et de mener des enquêtes crédibles sur les événements du 31 mai, des 2, 3 et 20 juin, ainsi qu'à d'autres réformes au sein du Ministère de l'intérieur et du Ministère de la défense.

L'Afghanistan se heurte à de nombreuses difficultés internes, outre le fait qu'il doit lutter contre une insurrection qui semble gagner du terrain, notamment de profondes tensions politiques, la difficulté que pose la réintégration sociale et économique des milliers de réfugiés afghans qui rentrent chaque jour, une économie qui ne se relève que très lentement après le retrait des forces internationales en 2014, et la corruption généralisée. L'économie reste fortement tributaire de l'aide au développement. Le secteur privé, principal fournisseur potentiel d'emplois, souffre d'un manque de confiance des investisseurs et d'une corruption généralisée. En conséquence, la croissance économique ne peut pas répondre à l'accroissement démographique, ni créer suffisamment d'emplois pour les nombreux jeunes Afghans qui arrivent sur le marché du travail chaque année. La corruption sape la légitimité de l'État. Elle empêche l'émergence d'une économie réelle. Elle contribue à l'insécurité. La corruption est au cœur du problème de l'impunité, qui est lui-même au cœur de la persistance des problèmes de droits de l'homme. Les Afghans n'en sont pas les seuls responsables, mais les conséquences de la corruption affectent l'Afghanistan de manière disproportionnée.

En avril, la MANUA a publié son premier rapport détaillé sur la corruption en Afghanistan. J'ai été heureux par la force de la réponse du public à ce rapport. Les Afghans comprennent les effets de la corruption et de l'impunité parce qu'ils y sont confrontés

quotidiennement. Le Gouvernement d'union nationale a pris des mesures positives pour remédier à ce problème. Les réformes qui ont commencé à donner des résultats au Ministère de la défense sont désormais mises en oeuvre au Ministère de l'intérieur. Le Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption est un instrument efficace.

En ce qui concerne les droits de l'homme, la MANUA reste déterminée à fournir des données crédibles de l'impact du conflit sur les civils, en particulier les femmes et les enfants. Elle continue à collaborer avec l'ensemble des principales parties au conflit pour les aider à prendre des mesures en vue d'atténuer les préjudices infligés aux civils. Le rapport de la MANUA concernant le traitement des personnes détenues en relation avec le conflit pour la période 2015-2016 a été publié en avril afin de coïncider avec le deuxième examen périodique de l'Afghanistan par le Comité des Nations Unies contre la torture. La MANUA se félicite du nouvel engagement pris par le Gouvernement de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et de prendre des mesures supplémentaires pour éliminer la torture et les mauvais traitements de détenus. Ces efforts doivent être accélérés afin d'accroître la reddition de comptes et la confiance du public dans le Gouvernement.

L'attaque du 31 mai et les événements qui ont suivi devraient servir à rendre la situation bien claire. Nous sommes à un point où nous devons prendre des décisions visant expressément à inverser les tendances négatives et à rechercher la stabilité, sous peine d'être confrontés à des situations bien pires. La crise récente a montré les dangers liés à la défense d'intérêts étroits, qu'ils soient nationaux ou internationaux, dans le contexte fragile de l'Afghanistan. Il y a deux questions en particulier sur lesquelles nous devons nous concentrer.

Premièrement, au plan intérieur, il faut accélérer les préparatifs pour le prochain cycle d'élections présidentielle et parlementaires. Des décisions doivent être prises concernant l'utilisation de la technologie et le rôle et les modalités de l'assistance électorale internationale. Il faut commencer les travaux relatifs à l'inscription sur les listes électorales. Le calendrier électoral doit être clair. De mes discussions avec les acteurs politiques afghans, notamment en dehors de Kaboul, il ressort clairement que le manque de clarté sur ces questions est un élément majeur de la méfiance politique croissante. Nous croyons comprendre que la Commission électorale indépendante fera une annonce dès demain concernant la date des élections législatives. Je crois que cette déclaration contribuera à apaiser les tensions politiques que j'ai mentionnées au cours de cet exposé.

Deuxièmement, comme je l'ai dit à maintes reprises dans cet organe et ailleurs, un véritable processus de paix avec les Taliban est indispensable et urgent. À la réunion du 6 juin à Kaboul, l'accent avait été mis sur la nécessité d'un modus vivendi entre l'Afghanistan et ses voisins. Dans le même temps, j'encourage le peuple afghan à entamer un dialogue interne sur le sens de la paix et de la réconciliation. Le Gouvernement et les Taliban doivent engager un dialogue direct afin de définir une solution politique. À cet égard, la nomination du nouveau Président du Haut Conseil pour la paix est positive, mais ce n'est qu'un premier pas vers la revitalisation du Conseil et son nouveau rôle dans la conduite du processus de paix.

La MANUA fait tout son possible pour aider à contenir les tensions politiques, en utilisant ses relations et son expérience de longue date. Je suis extrêmement fier des efforts déployés par l'ensemble de la Mission et par l'équipe de pays. J'ai eu l'honneur d'accueillir le Secrétaire général en Afghanistan la semaine dernière. Sa visite a clairement démontré son engagement et celui de l'Organisation en faveur de l'Afghanistan, sa solidarité avec son peuple et sa persévérance dans la recherche de la paix.

Nous attendons également avec intérêt les résultats de l'examen stratégique qui a été effectué sur demande du Conseil. Nous avons l'espoir et l'assurance que cet examen nous permettra de disposer des outils nécessaires pour continuer à œuvrer en faveur de la paix en Afghanistan. À la veille de cette importante fête musulmane qu'est l'Aïd al-Fitr, je voudrais appeler de nouveau à l'unité et à la retenue, afin que les familles et les communautés puissent fêter la fin du mois du ramadan dans la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Yamamoto de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Saikal (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour l'accession de la Bolivie à la présidence du Conseil pour le mois de juin. Nous vous remercions d'avoir convoqué ce débat public sur la situation en Afghanistan pour faire le point sur la

situation globale qui règne dans notre pays. Je salue la présence du Représentant spécial du Secrétaire général, l'Ambassadeur Yamamoto. Nous le remercions de son exposé détaillé.

Nous nous réunissons à un moment où l'Afghanistan passe de nouveau par de dures épreuves alors qu'il essaie de surmonter l'adversité. De nombreux événements se sont produits depuis le débat tenu par le Conseil sur l'Afghanistan en mars (voir S/PV.7896). Mes observations porteront essentiellement sur certains des problèmes les plus urgents liés à la sécurité et à la stabilité auxquels mon pays est confronté, ainsi sur la coopération régionale et internationale.

Après presque 40 ans d'un conflit qui nous a été imposé, qui a fait des centaines de milliers de victimes et des millions de déplacés - je dis bien des millions de déplacés - notre pays continue de faire l'objet d'attaques quasi-constantes. Cette année, grâce aux mesures efficaces prises par nos forces de sécurité et à leurs frappes préventives, l'offensive de printemps des Taliban – comme on l'appelle - a été menée plus tard que prévu et a subi de lourds revers dans différentes régions du pays. Constatant qu'ils étaient incapables de faire face directement à nos forces, ceux qui sont à l'origine de notre insécurité ont eu recours à des attentats terroristes désespérés dans les zones urbaines en s'en prenant à des cibles faciles et en essayant de semer la discorde au sein de notre peuple.

Ces derniers mois, nous avons été témoins d'attaques sans précédent sur tout le territoire de l'Afghanistan – visant des rues, des hôpitaux, des cimetières, des mosquées, des missions diplomatiques et des institutions politiques. Depuis le début de 2017, les attentats terroristes d'envergure perpétrés dans les centres urbains ont causé des pertes importantes en vies humaines et des dégâts matériels considérables - plus de 500 morts et plus de 1 100 blessés à Kaboul, à Mazar-e Charif, à Kandahar, à Lashkar Gah, à Khost et à Hérat. Le dernier attentat barbare commis la semaine dernière a visé une mosquée de Kaboul alors que les fidèles faisaient la prière du soir.

S'il est vrai que tous les attentats sont tout autant condamnables, le terrible carnage résultant de l'attentat du 31 mai est sans précédent dans l'histoire de l'Afghanistan. De l'avis général, cet attentat au camion piégé au cœur de Kaboul est un crime contre l'humanité et les valeurs islamiques, qui a répandu l'horreur au lieu de la paix et de la piété durant le mois sacré du ramadan. Plus de 150 âmes innocentes ont été perdues, dont des femmes, des enfants et certains de nos jeunes journalistes. Nombreux sont ceux qui ont disparu sans laisser de traces, à la suite de l'impact de l'explosion. En fait, ce matin, je regardais un programme de télévision où l'on montrait une jeune mère et ses enfants en train de parcourir les rues de la ville de Kaboul, à la recherche de leur mari et de leur père, car ils ne savent pas ce qu'il est advenu de lui. Le pays a été plongée dans un deuil profond. Cet attentat a confirmé l'évidence, à savoir que la brutalité des ennemis de l'Afghanistan, qui veulent détruire notre fierté et empêcher la paix et la stabilité de prendre racine dans notre société, n'a pas de limites. Au-delà de la tragédie humaine, l'économie locale a perdu des millions de dollars et plusieurs missions diplomatiques ont subi des dégâts.

L'attentat a déclenché un mécontentement social sans précédent et une vague de manifestations violentes appelant à des réformes en matière de sécurité, qui, malheureusement, ont fait encore d'autres morts et blessés, y compris un triple attentat terroriste durant les funérailles d'un des manifestants qui avait été tué. Nous croyons fermement au droit constitutionnel de notre peuple à protester et nous savons que s'il n'y a pas de dialogue entre le Gouvernement et les manifestants, la violence ne fera que s'intensifier. Aucun élément des forces de sécurité afghanes, qui bénéficient de l'appui des contribuables nationaux et internationaux, ne devrait jamais faire du tort aux civils inutilement. Compte tenu des événements récents, le commandant de la garnison de Kaboul et le chef de la police ont été suspendus et ces incidents font l'objet d'une enquête. Nous restons déterminés à rassurer notre peuple que nos forces de sécurité sont là pour protéger tous les Afghans et sont à leur disposition et à leur service. Bref, ce qui s'est passé lors de ce terrible mercredi matin constitue une attaque contre notre peuple, notre démocratie, notre économie et notre partenariat avec la communauté internationale.

Alors que l'Afghanistan continue de saigner, nous avons été témoins d'une augmentation du nombre d'attentats terroristes au Royaume-Uni, en France, en Turquie, en Iraq, en Syrie, au Mali, en Russie, en Suède et en Égypte, ce qui prouve que le terrorisme n'a pas de frontières et demeure une menace partout. Il est essentiel que le monde civilisé, au sens moderne du terme, se mobilise pour faire face à la terreur et garantisse la paix et la prospérité pour les générations actuelles et futures. Nous, les Afghans, le ferons dans un esprit d'unité nationale et mondiale, ce qui nous a permis de surmonter des moments difficiles dans l'histoire de notre pays.

Pour inverser la tendance de la terreur, il faut éliminer les centres d'appui en dehors de nos frontières, qui produisent et aident les terroristes opérant en Afghanistan et leur donnent les moyens d'agir. Une enquête conjointe menée par l'Afghanistan, les Émirats arabes unis et les États-Unis, et dont les conclusions ont été publiées récemment, établit clairement que l'attentat perpétré le 10 janvier à Kandahar a été planifié à Quetta, au Pakistan. De même, les premières enquêtes ont permis d'établir des liens entre l'attentat au camion piégé perpétré à Kaboul le 31 mai et le Réseau Haqqani, basé au Pakistan. L'Afghanistan et l'Allemagne sont en train de mener conjointement une enquête approfondie sur cet attentat, et nous en publierons les résultats en temps voulu.

L'autre menace extérieure à la souveraineté afghane est le nombre de violations transfrontalières, qui a considérablement augmenté – de presque quatre fois - depuis mon exposé au Conseil en mars. Il ne fait aucun doute que s'il n'est pas mis fin à ces violations, qui vont des tirs d'artillerie à des violations de l'espace aérien en passant par la construction de postes militaires et de barrières au creusement de tranchées profondes et qui aggravent la situation actuelle, celles-ci continueront de saper la paix et la sécurité dans notre région.

Nous avons entendu un État voisin bien connu dire devant le Conseil que notre gouvernement ne doit pas « externaliser ses problèmes internes et rejeter sur d'autres la responsabilité de ses propres échecs ». C'est ce même État qui est résolu à faire tout ce qui est en son pouvoir pour affaiblir et déstabiliser notre pays tout en l'accusant de faiblesse. Je voudrais rappeler à tout le monde que ceux qui tentent d'attribuer l'insécurité que connaît l'Afghanistan et les autres défis auxquels il est confronté uniquement aux problèmes internes le font pour détourner l'attention de leur politique de longue date de propagation de la violence et du chaos dans notre pays.

Face à cette situation, nous poursuivons une stratégie à trois axes : premièrement, renforcer le consensus mondial contre le terrorisme en visant tout d'abord à attirer le Pakistan dans une coopération authentique, à mettre fin aux violations transfrontalières et à faciliter le processus de paix; deuxièmement, renforcer notre sécurité et nos capacités de défense; et, troisièmement, améliorer l'unité nationale, la gouvernance et la prestation de services à notre peuple. Étant donnée la nature du conflit, le succès de notre stratégie dépend d'une action coopérative et soutenue aux niveaux national, régional et mondial.

Malgré l'extrême violence qui nous est infligée depuis bientôt 40 ans, surtout cette année, nous restons fermement attachés à l'objectif d'instaurer une paix durable. Dans cette perspective, la conférence du processus de Kaboul, le 6 juin, a marqué la reprise d'une importante initiative en faveur de la stabilité en Afghanistan. La conférence a réuni les pays de la région, les principaux partenaires internationaux et les institutions internationales pertinentes afin de centrer l'attention sur deux impératifs : premièrement, obtenir un engagement plus solide à l'appui de notre programme de paix et, deuxièmement, discerner une approche commune pour mettre fin au cycle de terreur et de violence dans le pays.

Nous sommes satisfaits de l'issue de cette conférence, qui a restauré les mécanismes de coopération visant à promouvoir la paix et la sécurité. Naturellement, le Pakistan a un important rôle à jouer s'agissant de mettre fin à l'extrémisme violent et de promouvoir la paix. Nous espérons qu'il saisira l'occasion dans l'intérêt de ses propres citoyens et de la stabilité de la région. Se rencontrant en marge du récent Sommet de l'Organisation de Shanghai pour la coopération tenu à Astana, le Président Ghani Ahmadzai et le Premier Ministre Sharif ont convenu de tenir dans le proche avenir à Kaboul une réunion du groupe de travail bilatéral sur la manière de faire face au terrorisme. En outre, nous attendons avec intérêt de nouveaux entretiens dans le cadre du Groupe de coordination quadrilatérale, avec la participation de la Chine et des États-Unis.

Malgré la situation difficile du pays, nos forces de sécurité font preuve de vigilance, protégeant le peuple et l'infrastructure et empêchant les terroristes d'établir leur présence dans diverses provinces. Elles ont puissamment réagi malgré les limitations logistiques sur le plan des ressources, de l'armement lourd et des moyens aériens. Je tiens à rendre hommage à la détermination et au professionnalisme des officiers de police qui ont sacrifié leur vie pour empêcher tant l'attentat-suicide par camion du 31 mai que l'attaque contre une mosquée de Kaboul, la semaine dernière, d'atteindre leurs cibles et de causer le maximum de pertes humaines. L'ennemi fait de son mieux pour mettre en scène des attaques dites « vert (=Taliban) contre bleu (=armée) » afin de saper les programmes internationaux de formation et le soutien prêté à nos forces de sécurité. De plus, par un ciblage sélectif et l'attribution attentive de la responsabilité des

attaques terroristes, les maîtres du jeu cherchent à semer la discorde et la méfiance entre notre peuple et les forces de sécurité. Nous ne laisserons aucune place par où pourrait s'infiltrer l'ennemi dans nos forces de sécurité.

Le Gouvernement d'unité nationale s'efforce actuellement de lancer un dialogue national visant à renforcer le consensus sur les problèmes pertinents et à répondre aux griefs politiques. Selon nous, une bonne gouvernance ne peut s'épanouir que dans un environnement affranchi de toute considération d'ordre ethnique ou linguistique. Nous continuerons de centrer notre attention sur la principale tâche qui nous attend – tendre à l'autosuffisance économique, attaquer la corruption et fournir des secours humanitaire à notre peuple. Notre première priorité reste d'élargir les perspectives de développement économique, avec le souci particulier d'alléger la pauvreté et de créer des emplois. Des projets récents comme le couloir de fret aérien Afghanistan-Inde, l'inauguration d'une infrastructure des transports publics à Kaboul et le financement par la Banque mondiale, à hauteur de 500 millions de dollars, de divers investissements dans le secteur du développement en sont quelques exemples.

Aujourd'hui, le monde affronte un ennemi uni par un désir exclusif de semer la mort et la destruction, de démanteler les institutions de l'État et de faire naître le chaos. C'est pourquoi il est impératif que les Nations Unies remplissent résolument leur mandat, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. La semaine dernière, le Secrétaire général Guterres s'est rendu à Kaboul pour exprimer sa solidarité et son soutien envers le peuple et le Gouvernement afghans. Il a ainsi donné un signe bien net de son attachement personnel à la paix et la sécurité dans notre pays, ce dont nous lui sommes profondément reconnaissants. Dans un contexte plus large, sa visite a réaffirmé que les Nations Unies resteraient à nos côtés ces prochaines années alors que nous poursuivons notre route vers la prospérité. Nous saluons la création du Bureau de lutte contre le terrorisme et nous espérons que ses activités et son mandat aideront à apporter un changement réel et tangible dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan et ailleurs.

Ces deux dernières années, nous avons maintes fois réaffirmé deux préoccupations clefs pour l'Afghanistan : premièrement, une action concrète contre les zones de sécurité et l'appui logistique dont pourraient bénéficier les terroristes dans la région; et, deuxièmement, les violations transfrontalières, dont j'ai fait mention plus haut. Sur ces deux points, nous avons présenté des exposés complets au Secrétaire général et au Conseil de sécurité. Le Conseil n'a pas encore pris les mesures nécessaires et appropriées pour répondre à ces deux préoccupations. À notre avis, s'il l'avait fait dans le passé, la situation serait aujourd'hui différente. Le Conseil doit aussi traiter un autre problème non résolu, à savoir l'imposition rigoureuse et le renforcement des régimes de sanctions. En outre, les Taliban irréconciliables devraient être reconnus pour un groupe terroriste puisqu'ils ont manqué à s'impliquer véritablement dans les pourparlers de paix. Les Nations Unies doivent aussi énoncer des critères concrets définissant clairement le parrainage du terrorisme par un État.

Je saisis cette occasion de remercier le Conseil de sécurité d'avoir commencé un examen de la structure, des ressources et des activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous y voyons une initiative nécessaire pour garantir un rôle de soutien plus efficace et efficient des Nations Unies dans le pays. Durant le processus d'examen, nous avons insisté sur l'impératif que représente l'initiative Unité d'action des Nations Unies et sur l'aménagement de l'assistance qui serait conforme aux principes d'appropriation et de leadership afghans, aussi bien qu'aux besoins prioritaires de l'Afghanistan. Nous remercions chaleureusement le Secrétaire général adjoint Ján Kubiš de diriger si habilement le processus d'examen et l'équipe des Nations Unies sur le terrain de ses contributions au processus.

Pour terminer, malgré tous les défis, notre peuple regarde l'avenir avec confiance. Il a déjà fait d'énormes sacrifices. L'échec n'est pas une option. Cela dit, l'appui de la communauté internationale, notamment du Conseil, aura une importance capitale pour notre succès.

Je tiens à réaffirmer notre gratitude au Conseil pour son expression d'appui résolu à la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan. Aujourd'hui, alors que nous sommes à une croisée des chemins dans nos efforts de stabilisation, nous attendons du Conseil de sécurité qu'il nous aide à surmonter nos défis sécuritaires en faisant face à la source du conflit actuel, et non en en gérant les conséquences. Dans ce contexte, on ne saurait surestimer le besoin que le Conseil fasse la réponse appropriée à la tâche présente. Nous espérons qu'il en sera ainsi pour que notre peuple soit en mesure de satisfaire ses aspirations fondamentales qui sont de vivre dans la paix et la sécurité - à l'abri de la terreur, de la violence et de la destruction.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé clair et riche d'informations.

J'ai écouté très attentivement notre collègue, l'Ambassadeur Mahmoud Saikal, tandis qu'il exposait ses vues sur la situation dans son pays.

Je voudrais d'abord adresser les sincères condoléances du Japon aux familles des victimes de l'attentat terroriste survenu le 31 mai à Kaboul, ainsi qu'exprimer nos profonds regrets pour tous les actes de violence commis dans le pays depuis notre dernier débat en mars (voir S/PV.7896). Ces attaques brutales ont privé d'avenir de nombreux Afghans. Elles ont aussi cristallisé nos inquiétudes concernant la détérioration de la situation au plan de la sécurité, comme le note le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2017/508). Nous sommes alarmés qu'il n'ait pas été possible d'empêcher ces crimes effroyables d'être perpétrés au cœur même de la capitale.

Pour améliorer les conditions de sécurité, la communauté internationale a continué de fournir un appui politique au Gouvernement afghan et un appui financier et en matière de formation au secteur de sécurité afghan. Malheureusement, la situation en matière de sécurité en Afghanistan n'a guère fondamentalement changé.

Plus fondamentalement, l'apparente érosion de l'unité du Gouvernement d'union nationale est profondément préoccupante. La montée des tensions politiques et ethniques au sein du Gouvernement doit être absolument évitée étant donné l'énormité des défis auxquels est confronté l'Afghanistan. Des mesures plus efficaces doivent être prises aux fins du dialogue avec les communautés ethniques qui sont sous-représentées au Gouvernement. Le Gouvernement doit retourner à ses engagements de 2014, qui soulignaient la nécessité d'une représentation équitable, une attention particulière étant accordée à l'inclusion et à la composition politique et sociétale unique de l'Afghanistan.

Entre autres engagements non honorés, il y a les élections législatives attendues de longue date, qui auraient dû se tenir en 2015. Nous savons que les élections sont susceptibles d'exacerber les tensions existantes et créer de nouvelles divisions, menant à plus de fragmentation, tel que noté dans le rapport du Secrétaire général. Toutefois, les retards continus sont aussi problématiques, et nous exhortons le Gouvernement afghan à montrer son engagement en annonçant les dates des élections législatives et des élections des conseils de district. C'est avec satisfaction que j'ai entendu le Représentant spécial du Secrétaire général dire aujourd'hui ici au Conseil que le Gouvernement pourrait faire rapidement une annonce dans ce sens. Le Gouvernement peut mettre à profit la grande expérience des Nations Unies en matière d'appui électoral pour faire en sorte que les électeurs Afghans fassent entendre leurs voix par le biais des élections législatives, des élections des conseils de district et de l'élection présidentielle de 2019.

L'attentat terroriste dévastateur du 31 mai est venu rappeler de façon tragique à l'Afghanistan et à la communauté internationale qu'ils doivent reconnaître l'urgence qu'il y a de redynamiser le processus de paix. La conférence s'inscrivant dans le Processus de Kaboul du 6 juin a été une bonne occasion pour l'Afghanistan de montrer qu'il était fermement résolu à réaliser des progrès dans le processus de paix, avec l'appui des partenaires régionaux et internationaux. Le Japon insiste pour dire que le Gouvernement doit non seulement faire montre de sa résolution, mais aussi produire des résultats concrets pour les Afghans. L'appui des parties prenantes régionales et internationales est aussi indispensable. C'est pourquoi nous nous félicitons des pourparlers entre l'Afghanistan et le Pakistan qui ont eu lieu le 10 juin à Astana, lors de quels ils ont convenu de redynamiser le Groupe de coordination quadrilatérale.

Le Japon note avec satisfaction les efforts positifs faits concernant les déplacements. Nous avons vu une meilleure protection des civils et une meilleure coordination entre l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran et le Haut-Commissariat pour les réfugiés. Lors d'une récente réunion informelle avec les membres du Conseil, le Haut-Commissaire pour les réfugiés a fait état de l'intensification par le Gouvernement de ses efforts pour absorber et intégrer le nombre dramatiquement croissant de réfugiés qui retournent des pays voisins. Nous saluons la visite effectuée par le Secrétaire général dans un camp de déplacés à Kaboul le 14 juin, qui a envoyé un message très encourageant à certaines des personnes les plus désespérées du pays. La visite souligne combien importe l'appui de la communauté internationale et des Nations Unies pour répondre aux aspirations des Afghans à la paix et à la stabilité.

Dans ces difficiles circonstances, la mise en œuvre de la résolution 2344 (2017), qui charge la

Mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) d’aider le peuple et le Gouvernement afghans à parvenir à la paix et à la stabilité, est essentielle. Nous attendons aussi les résultats, le mois prochain, de l’examen stratégique autorisé par la résolution. Nous attendons avec intérêt les idées nouvelles que le Secrétaire général apportera à l’examen après sa visite à Kaboul. Le Japon est d’avis que l’examen doit fournir aux membres du Conseil une directive objective et impartiale pour décider des prochaines étapes. Une fois les résultats de l’examen connus, le Japon, qui joue un rôle de chef de file sur ce dossier, s’emploiera avec les autres membres du Conseil et les parties prenantes participant au débat d’aujourd’hui à décider quel rôle doit jouer la MANUA pour surmonter les dures réalités que nous connaissons actuellement.

M. Bitimov (Kazakhstan) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé détaillé et de son engagement aux côtés du personnel de la Mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui aide à rétablir la paix et la sécurité dans ce pays, et la MANUA pour sa contribution à la réalisation de cet objectif. Nous remercions aussi le Représentant permanent de l’Afghanistan de sa déclaration. Je connais très bien M. Saikal; c’est un dirigeant politique de qualité à Kaboul.

Ma délégation voudrait faire part des observations de fond suivantes sur la question inscrite à l’ordre du jour. Depuis le dernier rapport (S/2017/189), de nombreux faits majeurs sont survenus dans le pays au plan politique. Le Kazakhstan se félicite des efforts accrus déployés par le Gouvernement afghan au cours de la période considérée pour régler la crise politique interne et rétablir la paix dans le pays, comme en attestent, entre autres, le retour à Kaboul de Gulbudin Hekmatyar, la libération des détenus du parti de Hizb-i islami, la tenue le 6 juin dans des conditions difficiles de la conférence internationale sur la coopération en matière de paix et de sécurité, qui s’inscrit dans le cadre du Processus de Kaboul, et la récente réunion entre le Président afghan Ghani Ahmadzai et le Premier Ministre pakistanais Sharif à Astana à l’occasion de la réunion au sommet de l’Organisation de Shanghai pour la coopération, qui permet d’espérer une amélioration des relations bilatérales et la prise de nouvelles mesures conjointes pour lutter contre le terrorisme.

Nous pensons que les consultations sur l’Afghanistan menées dans différentes instances sont importantes et nécessaires si nous voulons voir les divergences aplanies et les efforts faits pour faciliter l’aboutissement des pourparlers de paix. Malgré le refus clair des Taliban de s’asseoir à la table des négociations avec le Gouvernement afghan, nous devons continuer de nous efforcer de trouver une solution pacifique, car il n’y a pas d’autre choix.

La situation en Afghanistan a été au centre des travaux du sommet de l’Organisation de Shanghai pour la coopération qui a eu lieu les 8 et 9 juin à Astana, au cours duquel l’Inde et le Pakistan sont devenus officiellement membres à part entière. Nous sommes d’avis que l’admission de ces deux États à l’Organisation de Shanghai pour la coopération aidera à régler de nombreux problèmes régionaux, notamment celui de l’Afghanistan. Dans le même temps, nous notons la détérioration des conditions de sécurité en Afghanistan. La dernière série d’attentats terroristes majeurs perpétrés dans le pays signifie que la communauté internationale doit prendre des mesures décisives pour éradiquer ce fléau.

S’agissant de la lutte antiterroriste, le Kazakhstan est alarmé par l’apparition de certains groupes terroristes radicaux dans le nord de l’Afghanistan et note à cet égard la menace croissante que cela représente pour la sécurité des États de l’Asie centrale. La situation en Afghanistan est importante pour la stabilité et la sécurité à long terme de l’ensemble de la région. À cet égard, le Kazakhstan appuie et partage pleinement la vision du Secrétaire général Guterres tendant au renforcement de la diplomatie préventive.

Il y a quelques jours, le 13 juin, cette question a été soulevée lors d’une conférence ministérielle tenue à Ashgabat. Elle l’a aussi été durant la visite du Secrétaire général à Kaboul, le 15 juin.

Sur le front de la lutte contre les stupéfiants, nous sommes préoccupés par la propagation de la culture du pavot et l’augmentation de la production de drogue en Afghanistan. Selon certaines estimations, en 2016, le revenu total des trafiquants de drogue en Afghanistan s’élevait à environ 400 millions de dollars. De notre point de vue, seuls des efforts conjoints menés aux niveaux international et régional pourront donner des résultats positifs dans la lutte contre le trafic de drogues, qui est une source de financement du terrorisme.

L’une des séquelles du conflit armé en Afghanistan est la détérioration de la situation humanitaire, une situation dans laquelle la population civile, en particulier

ses secteurs les plus vulnérables, comme les femmes, les enfants et les personnes âgées, souffre et meurt, tandis que leurs maisons et leurs infrastructures agricoles sont détruites. Nous appelons à prendre des mesures globales pour aider l'Afghanistan sur le front humanitaire.

Sur le front économique, la situation critique continue du secteur socioéconomique est très préoccupante. Malheureusement, les mesures qui ont été prises par le Gouvernement afghan et la communauté internationale sont insuffisantes. Selon les experts, la raison principale de la récession économique est l'absence persistante de sécurité, qui est en étroite corrélation avec les problèmes de développement. À cet égard, le Kazakhstan a toujours estimé que la sécurité et le développement sont étroitement liés et doivent être promus en parallèle. C'est pour cela que nous continuerons à aider l'Afghanistan à se développer. Depuis 2008, le Kazakhstan a fait don d'environ 100 millions de dollars d'aide, sous forme notamment d'un enseignement gratuit à 1000 étudiants afghans. À la charge du Gouvernement kazakh, la route reliant les provinces de Kondoz et Takhar a été repavée et une école a été construite à Darah Sof, dans la province de Samangan, tandis qu'un hôpital est en cours d'achèvement dans le district de Waras dans la province de Bamyan. Dans la province de Samangan, un certain nombre de ponts sont construits sur le fleuve Aybak dont les rives sont fortifiées.

À la lumière de tous les problèmes que j'ai mentionnés, nous voudrions faire les recommandations suivantes. Sur le front politique, les approches internationales actuelles adoptées vis-à-vis de l'Afghanistan, y compris la position du Conseil de sécurité, devraient être revues afin de renforcer les relations des pays de la région, en particulier en Asie centrale, avec l'Afghanistan. Nous devons définir un nombre limité de tâches essentielles et prioritaires et mettre l'accent sur leur réalisation, sans perdre de l'énergie et des ressources sur des questions moins prioritaires. En tant que principal organe de l'ONU responsable de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil doit tenir compte des intérêts régionaux tout en élaborant et en adoptant un plan clair et progressif en vue de stabiliser l'Afghanistan, avec la participation du Gouvernement d'union nationale, qui définira les tâches prioritaires et l'ordre séquentiel et temporel de leur réalisation. Sans cela, et si la rhétorique ne porte que sur le maintien de la paix, l'assistance humanitaire et les apports des donateurs pour le processus de règlement du conflit, il sera extrêmement difficile d'atteindre les objectifs de paix et de stabilité fixés pour l'Afghanistan.

En tant qu'organe expressément mandaté par le Conseil de sécurité et en tant qu'acteur impartial, la MANUA doit voir son rôle dans le processus de règlement politique inter-afghan renforcé. Elle doit collaborer plus activement avec le Gouvernement d'union nationale dans l'intérêt du peuple afghan et avec tous les membres de la société civile qui s'efforcent d'aider l'Afghanistan à parvenir à la réconciliation nationale et à faire avancer le processus de paix.

Sur le front économique, nous devons changer les perceptions relatives à l'Afghanistan afin que ce pays soit considéré non pas comme une menace mais comme un partenaire important. À cet égard, il est essentiel d'aider l'économie afghane à s'intégrer à celles des pays d'Asie centrale au travers de la mise en œuvre de projets d'infrastructure, de commerce, d''investissement, de transport et de transit. À Almaty, qui accueille déjà 18 bureaux régionaux et sous-régionaux des Nations Unies, nous devons créer un centre régional pour coordonner et diriger la mise en oeuvre de toutes les activités visant à promouvoir le développement durable, le renforcement des capacités économiques de lutte contre le terrorisme et l'acheminement efficace de l'assistance humanitaire de l'Organisation à l'Afghanistan.

Sur le front de la lutte contre la drogue, nous devons appuyer les mesures coordonnées prises par le Gouvernement afghan, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, INTERPOL et le Centre régional d'information et de coordination d'Asie centrale pour la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs, comme l'a recommandé la sixième réunion du Comité directeur du Programme régional pour l'Afghanistan et les pays voisins, organisée à Astana en avril par le Gouvernement kazakh.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M Yamamoto, pour son exposé, et salue le courage et le dévouement de toute l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à l'appui de la gouvernance, du développement et de la réconciliation en Afghanistan.

Je voudrais commencer par présenter nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes des violences survenues récemment à Kaboul. Ces événements sont un triste rappel du tribut inacceptable que le conflit afghan continu d'imposer à la population. L'attentat à la bombe du 31 mai cherchait à diviser

le Gouvernement et le peuple afghans, ainsi que les partenaires internationaux du pays. Tandis que des groupes armés infligent des souffrances à des civils innocents, notre détermination à aider le peuple et le Gouvernement afghans dans la recherche d'un règlement pacifique du conflit et de la stabilité dans le pays ne faiblira pas.

Les États-Unis revoient actuellement leur engagement en Afghanistan et leur position en matière de sécurité. Nous devons prendre le temps de nous assurer que nous nous acquittons de notre engagement en Afghanistan de la façon la plus efficace possible. Pendant que cet examen se poursuit, il ne fait aucun doute que les États-Unis continueront d'appuyer sans réserve le Gouvernement afghan, sur le plan diplomatique et militaire; qu'ils appuieront les forces de sécurité afghanes, notamment par le biais de la mission Soutien résolu dirigée par l'OTAN; qu'ils continueront de fournir une assistance civile généreuse; qu'ils resteront actifs sur la scène diplomatique en vue de renforcer le consensus international et régional; et qu'ils s'emploieront à promouvoir un processus de paix afghan.

Cela m'amène à une observation sur le processus politique en Afghanistan. La première réunion du Processus de Kaboul en faveur de la paix et de la sécurité, organisée par le Gouvernement afghan, le 6 juin, a réaffirmé la volonté de l'Afghanistan, de ses voisins de la région et de la communauté internationale d'appuyer un processus politique dirigé et pris en main par les Afghans pour instaurer la paix dans le pays. Les États-Unis se sont joints aux 27 pays et organisations représentés à la réunion pour demander aux groupes extrémistes armés d'annoncer immédiatement la fin de leurs attaques et leur participation aux pourparlers de paix avec le Gouvernement. Dans ce contexte, nous félicitons le Gouvernement pour son engagement constant en faveur d'un processus de paix inclusif dirigé par les Afghans, malgré la persistance des attaques.

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'accord de paix avec Hezb-i Islami laissent espérer que des progrès similaires seront accomplis vers un règlement pacifique du conflit avec les Taliban. Ces pourparlers sont capitaux. Il n'y a pas de solution militaire qui permettra d'instaurer une paix durable. La voie d'un règlement négocié est ouverte, et les Taliban doivent choisir de s'y engager. En fait, une paix durable et une stabilité véritable en Afghanistan ne seront possibles que si les voisins immédiats et proches de l'Afghanistan s'engagent à atteindre ces objectifs. Nous nous félicitons des engagements pris lors des réunions du Processus de Kaboul et appelons l'Afghanistan et ses voisins à mettre fin sans condition à leur soutien aux groupes extrémistes armés et violents. C'est maintenant que ces engagements sont importants. Les Taliban, de même que le Réseau Haqqani et les affiliés de l'État islamique d'Iraq et du Cham et d'autres groupes armés intensifient leurs attaques, faisant des milliers de morts et de blessés parmi les Afghans et retardant les progrès dont l'Afghanistan a tant besoin. Alors que l'aide au développement reste solide, la réduction catastrophique de l'investissement intérieur et de l'investissement étranger direct a bloqué une croissance pilotée par le secteur privé dont l' Afghanistan a besoin pour donner des emplois aux jeunes, réduire la pauvreté et redonner espoir aux communautés.

Compte tenu de ces défis et d'autres défis auxquels l'Afghanistan demeure confronté, nous appuyons fermement la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, qui est un partenaire essentiel de l'Afghanistan et de la communauté internationale. La MANUA joue un rôle essentiel en matière d'appui à la paix et à la réconciliation, d'autonomisation des femmes, de défense des droits fondamentaux de tous les Afghans et de coordination de l'aide humanitaire. Nous nous réjouissons à la perspective de l'achèvement, le mois prochain, de l'examen stratégique effectué à la demande du Secrétaire général et d'étudier les voies et moyens d'améliorer l'efficacité, le rapport coût-performance et les compétences de base de la Mission.

M. Skau (Suède) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Yamamoto, de son exposé franc, et nous nous félicitons du rapport détaillé du Secrétaire général (S/2017/508). Nous nous félicitons également de la visite effectuée par le Secrétaire général en Afghanistan, qui lui a permis de démontrer sa solidarité avec le peuple afghan.

En dépit des efforts déployés pendant des décennies par des acteurs nationaux et internationaux pour stabiliser la situation en matière de sécurité en Afghanistan, la situation demeure instable et s'est encore détériorée depuis notre dernière séance (voir S/PV.7896). La violence persistante fait payer un lourd tribut à la population civile. Chaque attaque contre une mosquée; chaque bazar, chaque maison, chaque hôpital ou chaque école qui est pris pour cible et chaque vie perdue compromettent la capacité des Afghans à planifier leur vie et leur avenir avec espoir ou certitude.

Je voudrais réitérer la condamnation de la Suède suite aux attentats perpétrés récemment à Kaboul et adresser nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes. Nous demandons qu'il soit mis fin à cette violence insensée et que les responsables répondent de leurs actes.

Nous encourageons le Gouvernement afghan à prendre les mesures qui s'imposent pour désamorcer les tensions après ces attentats. Comme l'a dit le Représentant spécial aujourd'hui, l'unité est de la plus haute importance pour que le peuple afghan puisse relever les nombreux défis qui l'attendent. Il faut mettre de côté les divergences internes pour faire avancer le programme de réforme et mettre un terme au conflit.

Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport, « [La paix] ne pourra être réalisée que par des négociations et ne sera pas obtenue sur le champ de bataille » (*S/2017/508, par. 58*). Dans cet esprit, nous félicitons le Gouvernement afghan d'avoir organisé la première conférence sur la coopération en matière de paix et de sécurité dans le cadre du Processus de Kaboul. Nous attendons avec intérêt la prochaine conférence qui sera organisée dans le cadre de ce Processus et nous comptons coopérer étroitement avec les autorités afghanes pour garantir la participation des femmes. Un processus de paix auquel les femmes ne sont pas associées n'est pas un processus de paix digne de nom. La Suède demeure pleinement engagée à appuyer un processus de paix mené et pris en charge par les Afghans. Nous nous faisons également l'écho de l'appel lancé par le Représentant spécial du Secrétaire général quant à la nécessité de relancer le dialogue avec les Taliban en vue de parvenir à un règlement politique durable.

Un Afghanistan pacifique et stable est dans notre intérêt à nous tous, mais surtout des pays de la région. D'autre part, un engagement soutenu et constructif de la région sera essentiel pour que cela devienne une réalité. Les tensions régionales continuent de compromettre la stabilité à long terme et la croissance économique de l'Afghanistan. Nous appelons toutes les parties à agir de manière constructive et responsable et à œuvrer de concert pour instaurer une paix durable. Le renforcement du dialogue entre l'Afghanistan et le Pakistan est une pièce importante de ce puzzle complexe.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) continue de jouer un rôle essentiel en apportant son appui au Gouvernement et au peuple afghans alors qu'ils s'emploient à édifier une société démocratique, prospère et pacifique. Toutefois, des défis importants subsistent à cet égard. Dans ce contexte, une présence efficiente, efficace et bien structurée de l'ONU en Afghanistan - à Kaboul et dans les provinces - demeure essentielle pour appuyer les efforts visant à instaurer une paix durable. Nous nous félicitons de l'examen stratégique en cours et nous attendons avec intérêt le rapport final. La Suède estime que l'ONU devrait poursuivre les priorités suivantes à l'avenir s'agissant de son appui à l'Afghanistan.

Premièrement, il faut adopter une approche globale qui englobe le développement, les droits de l'homme, l'état de droit et l'aide humanitaire. Il faut une action cohérente et bien coordonnée de l'ONU pour apporter un appui adéquat.

Deuxièmement, il importe de maintenir les niveaux actuels de la présence de la MANUA sur le terrain, afin de préserver les contacts cruciaux entre les acteurs internationaux et locaux, de renforcer les capacités locales et de faciliter l'accès humanitaire.

Troisièmement, il convient de renforcer le mandat politique du Représentant spécial du Secrétaire général, notamment en ce qui concerne sur les questions régionales liées aux efforts en faveur de la paix, et mettre à disposition des ressources suffisantes pour mettre en œuvre ce mandat politique.

Quatrièmement, nous estimons qu'il faut améliorer la coordination entre les donateurs, en continuant de mettre l'accent sur les questions liées au développement, à l'action humanitaire et aux droits de l'homme.

Cinquièmement, la participation et l'intégration des femmes à la vie politique, économique et sociale de l'Afghanistan doivent être au cœur des activités de la MANUA.

Enfin, les enfants continuent d'être touchés de façon disproportionnée par la violence en Afghanistan. Nous notons avec satisfaction l'intérêt accru accordé à la question des enfants en période de conflit armé. Il faut maintenant joindre l'acte à la parole. En outre, garantir le respect des principes humanitaires, des droits de l'homme et du droit international humanitaire doit toujours faire partie intégrante des missions des Nations Unies.

Il n'est pas facile d'édifier des sociétés pacifiques et inclusives. Il faut de la patience, du courage et de la détermination de la part de toutes les parties concernées. Nous devons veiller à préserver les gains enregistrés en Afghanistan. Des efforts renouvelés de la part des

dirigeants afghans et de la communauté internationale s'imposent pour faire avancer le pays sur la voie de la paix. La Suède apporte son concours à l'Afghanistan depuis plus de 30 ans et est déterminée à continuer d'accompagner les Afghans sur le long terme.

M. Ciss (Sénégal) : Je voudrais remercier M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), et M. Mahmoud Saikal, Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, pour leurs présentations importantes.

Durant ce second trimestre de l'année 2017, la situation sécuritaire s'est malheureusement détériorée en Afghanistan, avec la recrudescence des attaques terroristes meurtrières. C'est ainsi que plusieurs attentats terroristes ont encore ensanglanté l'Afghanistan, parmi lesquels l'attentat-suicide du 31 mai à Kaboul, qui a fait au moins 90 morts et plus de 500 blessés. C'est donc le lieu pour ma délégation de réitérer sa ferme condamnation de ces attentats, qui ont encoure coûté la vie à des centaines d'innocents, mais aussi d'exprimer sa sympathie aux victimes et à leurs familles.

Les manifestations intervenues au lendemain de ces attentats, loin d'aider à l'apaisement du climat politique, n'ont fait que contribuer à favoriser une montée des tensions politiques et ethniques. Toutefois, nous nous réjouissons de la poursuite par les deux plus hautes autorités du pays, à savoir le Président, S. E. M. Ashraf Ghani Ahmadzai, et le Chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah, d'un dialogue constructif visant à améliorer leurs relations.

Un autre aspect positif que ma délégation voudrait saluer est la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de paix entre le Gouvernement et l'organisation islamique Hezb-i Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, comme en atteste le retour à Kaboul, le 4 mai, de M. Hekmatyar. En revanche, il y a lieu de regretter l'absence de progrès significatifs dans les pourparlers de paix entre le Gouvernement et les Taliban, ce qui par ailleurs contribue à maintenir le niveau très élevé de violence, que nous déplorons, à travers le pays.

Néanmoins, malgré un tel environnement, il est heureux de constater que le Gouvernement afghan, ainsi que ses partenaires, sont restés déterminés dans leurs efforts en vue du retour de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Ainsi, la vision pour la paix exprimée par le Gouvernement afghan à travers un document qui insiste sur la nécessité d'un processus de paix inclusif pour mettre fin au conflit, de même que la nomination du Président du Haut Conseil pour la paix, nous semblent des pas importants dans la bonne direction.

L'action des forces internationales, en appui à celles afghanes, est restée déterminante dans la lutte contre les groupes terroristes, en particulier les Taliban et l'État islamique d'Iraq et du Levant. En ce qui concerne la coopération régionale, outre les efforts des Gouvernements afghan et pakistanais pour améliorer leurs relations, nous pouvons relever que les pays de la région n'ont point ménagé leurs efforts en vue d'aider au retour de la paix en Afghanistan. C'est ainsi que la situation dans ce pays a été fort heureusement au centre des préoccupations lors d'importantes rencontres qui se sont tenues, notamment en Russie et à Astana,au Kazakhstan, mais également lors de la dernière conférence qui s'est tenue le 6 juin à Kaboul dans le cadre du Processus de Kaboul.

Pour sa part, la MANUA, dont je tiens ici à saluer l'action remarquable, a continué de soutenir activement les initiatives de paix locales dans plusieurs provinces, en plus de son action multiforme en soutien au peuple et au Gouvernement afghans. C'est ainsi qu'il me plaît de noter son appui à l'organisation, le 6 avril, d'une conférence sur le rôle des femmes dans le processus de paix- ce qui nous semble important –, tenue dans la province de Hérat et où il a été fortement plaidé pour que des actions concrètes soient menées en vue de la mise en œuvre du Plan national afghan pour la résolution 1325 (2000).

La situation des droits de l'homme ainsi que celle humanitaire reste préoccupante en raison de l'insécurité persistante qui, comme nous le savons, entraîne une augmentation du nombre de victimes civiles, parmi lesquelles, hélas, de nombreuses femmes et de nombreux enfants.

C'est pour ma délégation le lieu de saluer l'engagement des agences de l'ONU mais aussi des organisations non gouvernementales, ainsi que leur contribution essentielle à la satisfaction des besoins des populations – un élan de solidarité dont l'Afghanistan a encore grandement besoin dans une conjoncture économique difficile, marquée par une croissance encore faible et une corruption qui laisse à déplorer.

Pour conclure, je voudrais, au nom de la délégation sénégalaise, réitérer nos encouragements au

Gouvernement afghan ainsi que notre plein appui au Représentant spécial et à toute l'équipe de la MANUA.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Tadamichi Yamamoto, de son analyse détaillée de la situation en Afghanistan. Nous avons écouté avec intérêt la déclaration faite par le Représentant permanent de l'Afghanistan, M. Mahmoud Saikal. Nous sommes d'accord avec les évaluations faites par le Secrétaire général dans son rapport (S/2017/508) sur la situation en Afghanistan. Nous soutenons les efforts faits personnellement par le Secrétaire général aux fins d'un règlement durable en Afghanistan. À cet égard, nous nous faisons l'écho de la déclaration pénétrante faite par le représentant du Kazakhstan.

L'Afghanistan doit pouvoir participer activement aux futurs processus d'intégration régionale. Il a toujours été - et il restera - un pays ami de la Russie. C'est pourquoi la dernière vague d'attentats terroristes qui a déferlé sur le pays nous a beaucoup préoccupés. Nous adressons à cet égard nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple afghans suite à ces crimes monstrueux ainsi qu'aux familles des victimes, et nous exprimons notre solidarité avec les missions diplomatiques qui en ont souffert. Nous sommes vivement préoccupés par les tensions politiques et militaires qui s'accroissent dans le pays. L'Afghanistan semble incapable de sortir du cercle vicieux de la violence, et la situation ne fait que se détériorer, avec un taux de croissance faible et une menace terroriste croissante. Ce chapelet de problèmes pèsent lourdement sur les épaules des Afghans, notamment sur ses forces armées pleines d'abnégation.

À cet égard, s'agissant de la stabilisation de la situation en Afghanistan, il importe de plus en plus de s'atteler à la réconciliation nationale. Nous appuyons les efforts faits par Kaboul dans ce sens. Nous partons du principe que le processus doit être piloté et mis en œuvre par les Afghans eux-mêmes. Nous sommes disposés à aider à faciliter cela, notamment en adoptant une approche souple pour alléger le régime de sanctions imposé par les comités pertinents du Conseil de sécurité. D'une part, nous notons que les mécanismes internationaux chargés d'appuyer la réconciliation en Afghanistan, qui semblent faire intervenir de trop nombreux acteurs, sont devenus de moins en moins efficaces. D'autre part, il est évident que des formats étroits ne tiennent pas compte des intérêts de nombreux pays de la région, ce qui se répercute négativement sur leur travaux et sur leurs résultats.

À cet égard, nous sommes convaincus que le lancement des pourparlers de Moscou sur l'Afghanistan au début de l'année est le moyen le plus inclusif et le plus prometteur d'établir un dialogue direct et constructif entre le Gouvernement et les Taliban pour surmonter les obstacles à la réconciliation. Le refus de certains pays d'y participer pour des raisons non précisées nous laisse perplexe, mais nous laissons les portes ouvertes. Mais maintenant que l'Inde et le Pakistan sont devenus membres à part entière de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et que l'Afghanistan et l'Iran y ont présenté leurs candidatures, les perspectives de réconciliation nationale ne peuvent que croître.

Il nous faut reconnaître que les principales tâches assignées à la présence militaire internationale déployée dans le pays au cours des 15 dernières années restent encore à réaliser. À bien des égards, la situation a encore empiré. Nous n'accusons personne, car cela n'est pas dans nos traditions politiques. Et je tiens à dire clairement que ce n'est pas là notre objectif, qui est de dire que l'effort mené pour parvenir à un règlement en Afghanistan requiert une intensification des efforts internationaux et régionaux. Seule une action collective et concertée de notre part permettra de démêler l'écheveau complexe des problèmes que rencontre l'Afghanistan afin de l'aider à avancer dans la voie du développement et de la stabilité, dans un climat de coopération et de relations de bon voisinage avec ses voisins. C'est la seule façon dont les efforts de lutte contre le terrorisme porteront leurs fruits. À cet égard, nous appuyons les arrangements conclus à Astana entre le Président afghan Ahmadzai et le Premier Ministre pakistanais Sharif.

Mais, au lieu de promouvoir l'unité, certains de nos partenaires semblent parfois porter des allégations infondées contre la Russie et recourir à une rhétorique antirusse. Je voudrais signaler qu'il y a quelques années de cela la Russie a été l'un des premiers pays à appeler l'attention de la communauté internationale et des Afghans sur l'intensification de l'activité terroriste dans le nord du pays. Notre pays a contribué de façon importante à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, notamment en coopération avec les États-Unis d'Amérique et l'OTAN. Je fais allusion au transit d'articles à usage militaire, à la fourniture d'hélicoptères et à la formation de soldats afghans. Nous sommes préoccupés aussi par le renforcement des capacités de l'État islamique d'Iraq et du levant en Afghanistan. Les rangs de ce groupe ne

cessent de se remplir et sa capacité de destruction de se renforcer. Cela est dangereux et ne doit pas être ignoré ou passé sous silence.

Nous avons reçu des informations faisant état de la présence dans le ciel afghan d'avions non identifiés fournissant un appui aux militants afghans. Ces vols sont de plus en plus nombreux et s'étendent déjà aux provinces de Sari Pul, Farah Kandahar, Hérat et Nangarhar. Les vols prennent souvent fin aussitôt que les autorités afghanes rendent publique l'information pertinente. Nous devons continuer de suivre de près la situation et réprimer ce genre d'activités clandestines. Nous pensons que la demande des membres afghans du Parlement tendant à ce que l'on tire au clair la situation est bien justifiée, et nous attendons de la Mission des Nations Unies un rapport détaillé sur ces faits.

Les stupéfiants menacent gravement la stabilité en Afghanistan et dans les pays voisins, nos amis et nos alliés d'Asie centrale. Nous sommes troublés par les données attestant s que la production de drogues et les récoltes de pavot sont une fois de plus en augmentation. La hausse des revenus du trafic de drogues stimule inévitablement les activités terroristes. À cet égard, nous demandons que soient intensifiés les efforts internationaux de lutte contre le trafic de drogues en Afghanistan. Nous croyons possible de renforcer la coopération dans la lutte contre les stupéfiants entre l'Afghanistan et l'Organisation du Traité de sécurité collective.

Nous réaffirmons que les problèmes complexes de l'Afghanistan ne peuvent être résolus que sur la base d'une large et sincère coopération aux niveaux régional et international. Il devient de plus en plus urgent d'harmoniser les approches des acteurs extérieurs. L'objectif même des négociations de Moscou est d'aborder cette tâche avec l'intention de parvenir à une réconciliation nationale durable en Afghanistan.

M. Hickey (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres intervenants pour saluer le retour du Représentant spécial, M. Yamamoto, au Conseil de sécurité. Pour commencer, je voudrais réaffirmer le plein appui du Royaume-Uni à lui-même et à l'action cruciale de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Malheureusement, comme lui-même et l'Ambassadeur d'Afghanistan l'ont clairement dit, l'Afghanistan connaît actuellement de lourdes épreuves. L'horrible attentat commis avec un camion chargé d'explosifs à Kaboul, voici trois semaines, a rappelé avec force les menaces qu'affronte l'Afghan moyen dans sa vie quotidienne. C'est une menace dont nous sommes informés par la presse et la télévision ou dont nous entendons parler dans cette Salle, et pourtant le fait que l'attentat ait eu lieu à proximité de l'Ambassade du Royaume-Uni et d'autres missions diplomatiques à Kaboul nous a rendu présente la barbarie de ceux qui cherchent à terroriser l'Afghanistan. Il est tragique qu'une fois de plus ce soient des hommes, femmes et enfants afghans qui ont payé un terrible tribut.

En réponse à cet épouvantable déferlement de violence, le Royaume-Uni se dresse solidaire aux côtés du peuple, du Gouvernement et des forces armées de l'Afghanistan. Nous nous dressons solidaires, sachant ce que cela veut dire qu'endurer la terreur dans nos rues, sachant ce que cela veut dire que résister à ceux qui cherchent à nous diviser. Que ce soit dans les rues de Kaboul, Manchester ou Londres, notre message doit être clair et inébranlable : cela suffit.

Il faut que ces attaques prennent fin. Il faut que l'appui prêté à ceux qui commettent des actes aussi terribles prenne fin. Concernant l'Afghanistan, cela veut dire que la région œuvre de concert à créer les conditions d'un avenir plus stable pour l'Afghanistan. Cela veut dire continuer de donner priorité à un processus de paix dirigé et approprié par les Afghans – un processus qui conduise à un règlement politique mettant fin à la violence. Cela veut dire reconnaître les succès obtenus par le Gouvernement afghan dans des circonstances aussi difficiles. Cela veut dire que les Afghans se rassemblent pour protéger ces gains en face de défis si énormes.

Maintenant plus que jamais, l'Afghanistan doit être uni. Il doit regarder vers l'avenir avec espoir, non avec crainte. Le peuple afghan a besoin de sentir qu'il a un enjeu dans cet avenir. Nous croyons que la tenue d'élections parlementaires dans un délai crédible et réaliste représenterait un pas important vers la création de cet enjeu, vers la création d'une inclusion politique plus large. La fixation d'une date serait une bonne nouvelle et servirait de catalyseur pour les réformes à entreprendre et les processus à mettre en place avec la vitesse requise pour garantir des élections libres, équitables et transparentes.

Nous saluons l'action du Président Ghani Ahmadzai visant à stimuler de nouveau les efforts de son Gouvernement à la recherche de la paix. Comme nous le rappellent les tragiques événements de Kaboul, le moment est venu d'agir et de mettre en œuvre les structures et les processus qui feront progresser vers la

solution de ce problème redoutable mais essentiel. Les Afghans du pays entier, de tous les groupes ethniques et socioéconomiques ont un enjeu dans ce processus et doivent se voir donner une place sans exclusive dans la poursuite d'un consensus national sur la paix. Nous encourageons un dialogue authentique avec tous les secteurs de la société, notamment les femmes et les filles.

Dans tout cela, le Royaume-Uni estime que les Nations Unies ont un rôle crucial à jouer – que ce soit en aidant à garantir que les droits du peuple afghan sont protégés et défendus ou en soutenant le processus de Kaboul et son action d'importance vitale s'agissant d'édifier un consensus régional sur la paix.

Je tiens à remercier le Représentant spécial Yamamoto de son rôle dans la facilitation du lancement du processus de Kaboul ce mois-ci. Ce fut la première étape d'un long parcours qui devra mettre l'accent sur les volets tant sécuritaire que politique et qui exigera énergie et engagement de nous tous, notamment des Nations Unies. C'est pourquoi nous attendons avec intérêt l'issue de l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. La MANUA occupe une place centrale dans l'activité de la communauté internationale en Afghanistan. Il est plus important que jamais d'assurer une composition appropriée de la Mission et de lui donner les moyens d'exercer l'effet maximal concernant les questions si cruciales pour l'avenir de l'Afghanistan – qu'il s'agisse de ses efforts pour aider le Gouvernement à instaurer la paix ou de son action pour défendre les droits de l'homme du peuple afghan.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite de la tenue de ce débat public sur l'Afghanistan. Je tiens à remercier de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto.

La paix et la stabilité en Afghanistan ont un puissant effet sur les intérêts fondamentaux du peuple afghan, aussi bien que sur la sécurité, la stabilité, le développement et la prospérité de la région. La Chine loue les efforts du Gouvernement afghan s'agissant de promouvoir la stabilité, la réconciliation et le développement économique dans le pays, et elle apprécie l'aide constructive apportée par les voisins de l'Afghanistan et les pays concernés dans la région.

L'Afghanistan affronte d'impressionnants défis dans les secteurs politique, économique et sécuritaire. La situation sécuritaire en Afghanistan s'est récemment détériorée, avec de fréquents heurts entre groupes armés et des incidents terroristes causant de très nombreuses victimes civiles, ce à quoi toutes les parties ont porté attention. Il est impératif que la communauté internationale intensifie ses efforts pour prendre des mesures globales en vue de promouvoir le processus de paix et de réconciliation en Afghanistan, de manière à aider le pays à surmonter à surmonter ses difficultés et à sortir de cette période éprouvante.

Avant tout, il faut donner priorité au prompt rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans le pays. La communauté internationale doit appuyer vigoureusement le renforcement des capacités des forces de sécurité nationales de l'Afghanistan afin d'améliorer ses moyens d'autodéfense et, ainsi, de faire efficacement face aux menaces posées par le terrorisme, la criminalité transfrontières et le trafic de drogues. La communauté internationale doit s'aligner sur une norme unifiée s'agissant d'améliorer la coordination et la coopération pour lutter contre les forces terroristes en Afghanistan, couper l'approvisionnement des groupes terroristes en fonds et en armes, prévenir la libre circulation et le retour des combattants terroristes, freiner la diffusion de l'idéologie terroriste et éliminer les causes fondamentales du terrorisme.

Deuxièmement, promouvoir le processus de réconciliation nationale constitue un fondement essentiel de la paix et la stabilité à long terme dans le pays. Les parties afghanes doivent garder toujours à l'esprit l'avenir du pays et les intérêts de son peuple en participant activement au processus de réconciliation, résoudre les divergences et les conflits et restaurer la confiance par le dialogue en vue de trouver une solution qui soit acceptable pour tous.

L'accord de paix entre le Gouvernement afghan et Hezb-i Islami (Gulbuddin) doit être appliqué, ce qui servira de modèle pour la promotion ultérieure du processus de réconciliation nationale. La communauté internationale doit continuer à accorder son plein appui à un processus de réconciliation sans exclusive dirigé et pris en main par le peuple afghan et encourager les parties concernées en Afghanistan à engager dès que possible des pourparlers de paix.

Troisièmement, le renforcement des capacités de gouvernance est une garantie importante pour la paix et la reconstruction du pays. En fin de compte, c'est le peuple afghan qui doit gérer les questions afghanes. Toutes les factions politiques du pays doivent renforcer l'unité, régler les différends par la voie du dialogue et

de la consultation et parvenir à un consensus afin de mettre en place des capacités de gouvernance solides et efficaces. La communauté internationale doit respecter le droit du peuple afghan à choisir en toute indépendance son système politique et sa propre voie de développement. Dans le même temps, à la lumière de la Stratégie nationale de développement et des besoins particuliers de l'Afghanistan, il faut fournir une assistance ciblée afin d'aider le Gouvernement afghan à améliorer ses capacités de gouvernance.

Quatrièmement, l'intégration au développement régional est une solution viable pour la paix et la reconstruction en Afghanistan. La communauté internationale doit s'attacher à honorer ses engagements en matière d'aide et appuyer le développement économique et social du pays. L'Afghanistan jouit de ressources et d'avantages géographiques qui offrent de grandes perspectives de coopération régionale. Comme la résolution 2344 (2017) et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale le stipulent, les parties doivent s'engager à créer une communauté partageant un destin commun dans un esprit de coopération où tout le monde est gagnant, et à favoriser le développement économique et social de l'Afghanistan, ainsi que la coopération régionale grâce à l'initiative « Une Ceinture et une Route ». Nous espérons que les parties encourageront activement l'alignement de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan sur l'initiative « Une Ceinture et une Route » amélioreront les liens de l'Afghanistan avec les pays d'Asie centrale et les autres pays voisins et fourniront des garanties de sécurité pour la mise en œuvre de projets pertinents afin d'aider le pays à réaliser le développement régional et à tirer parti de possibilités communes de développement.

La Chine salue les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et espère que celle-ci jouera un rôle actif pour aider l'Afghanistan à rétablir la stabilité, à promouvoir la réconciliation nationale, à améliorer ses capacités de gouvernance et à favoriser le développement économique et social. La Chine continuera d'appuyer activement les travaux de la MANUA. Elle espère que l'examen stratégique en cours permettra à la Mission de mettre davantage l'accent sur la paix, la réconciliation et le développement, de renforcer ses capacités de coordination de l'aide internationale, d'optimiser la répartition des ressources, d'améliorer le processus de gestion et de renforcer sa capacité à faire face à des situations complexes.

La Chine a toujours été un voisin et ami de l'Afghanistan et respecte sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale. Nous avons encouragé le processus de paix et de réconciliation en Afghanistan par l'intermédiaire du Groupe de coordination quadrilatérale – l'Afghanistan, le Pakistan, les États-Unis et la Chine. Nous appuyons les efforts déployés par l'Afghanistan pour éliminer les menaces du terrorisme, de l'extrémisme et de la criminalité liée aux stupéfiants afin d'instaurer la paix, la stabilité et la prospérité dans les meilleurs délais. La Chine continuera d'aider l'Afghanistan à accélérer le renforcement de ses capacités dans le secteur de la sécurité et nous sommes favorables à ce que l'Organisation de Shanghai pour la coopération joue un rôle actif dans la lutte contre le terrorisme menée par l'Afghanistan. La Chine est favorable à l'intégration de l'Afghanistan dans la coopération régionale et encourage activement l'alignement de l'initiative « Une Ceinture et une Route » sur la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. Nous sommes prêts, de concert avec la communauté internationale, à œuvrer sans relâche et au plus tôt en faveur de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan.

M. Alemu (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier M. Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé détaillé sur le dernier rapport du Secrétaire général (S/2017/508) sur la situation générale en Afghanistan et sur les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Je remercie le Secrétaire général pour son rapport, qui met en lumière les principaux problèmes politiques et sécuritaires auxquels l'Afghanistan est confronté. L'exposé du Représentant spécial, M Yamamoto, n'est pas seulement complet, il est également très franc et instructif.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier notre collègue, le Représentant permanent de l'Afghanistan pour son exposé. C'est un exposé très utile.

Nous nous félicitons également de la récente visite effectuée par le Secrétaire général dans le pays pour exprimer sa solidarité avec le peuple et le Gouvernement afghans suite aux récents attentats terroristes. Nous condamnons ces attaques insensées dans les termes les plus énergiques et exprimons notre sympathie et notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement afghans. Les menaces posées par les groupes terroristes de tout bord sont effectivement un sujet de grave préoccupation

en matière de sécurité, non seulement pour le pays, mais aussi pour l'ensemble de la région. Nous ne pouvons qu'être d'accord avec les observations faites par le Secrétaire général dans son rapport en faveur d'efforts internationaux concertés dans la lutte contre le terrorisme.

La sécurité et la stabilité à long terme de l'Afghanistan ne pourront être garanties qu'au travers d'un processus politique global et sans exclusive, mené et contrôlé par les Afghans. À cet égard, nous notons que quelques progrès ont été accomplis. Cependant, nous croyons comprendre que les pourparlers de paix entre le Gouvernement et les Taliban n'ont montré aucun signe de progrès, et sur ce front, l'avenir ne semble guère prometteur. Nous convenons avec le Secrétaire général qu'un environnement régional propice à un processus de paix dirigé par les Afghans est en effet indispensable. C'est dans ce contexte que nous nous félicitons de l'initiative du Gouvernement afghan de convoquer la Conférence du Processus de Kaboul sur la paix et la coopération en matière de sécurité, qui s'est tenue ce mois-ci en dépit d'une situation sécuritaire difficile. Les efforts de la MANUA et la promotion de la paix, de la réconciliation et du dialogue à l'appui du développement en Afghanistan, dans le plein respect de la souveraineté du pays, du leadership du Gouvernement afghan et de sa prise en main des affaires nationales restent très importants. Le rôle des pays de la région est également très critique pour créer les conditions nécessaires à la lutte contre le terrorisme et à la promotion des efforts de paix. À cet égard, il convient de noter la rencontre qu'ont eue récemment le Président de l'Afghanistan et le Premier Ministre du Pakistan en vue d'améliorer les relations bilatérales entre leurs pays, mais celle-ci doit être poursuivie avec une vigueur renouvelée, d'autant plus qu'il est désormais établi que la confiance mutuelle est toujours d'une importance critique et son absence préjudiciable.

Nous saluons les efforts déployés par le Gouvernement d'union nationale pour faire progresser son programme de réforme, lutter contre la corruption et renforcer la reddition de comptes. Nous comprenons également, comme l'indique le rapport du Secrétaire général, que des progrès ont été accomplis en vue de la tenue d'élections crédibles et transparentes. Toutefois, nous soulignons à quel point il est essentiel de veiller à ce qu'il existe un certain degré de cohérence et d'unité de vues parmi les hauts dirigeants du pays – et cela est vrai pour tous les gouvernements.

L'Afghanistan est confronté à d'énormes défis sécuritaires, sociaux et économiques. Sans la poursuite d'une croissance économique et d'un développement inclusifs, il n'y aura ni la paix ni sécurité durables. C'est pourquoi il faut appuyer les efforts continus du Gouvernement visant à détailler ses priorités en matière de développement dans 10 programmes prioritaires nationaux portant sur 10 secteurs, comme prévu dans le Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan. Nous espérons que les engagements pris à la Conférence de Bruxelles en octobre dernier seront honorés. Mais, encore une fois, pour que tout cela réussisse, il faudra assurer la paix et la sécurité dans le pays et établir un climat de confiance.

Je voudrais, pour conclure, exprimer notre soutien et notre solidarité au Gouvernement afghan dans la tâche herculéenne qui est la sienne pour relever les multiples défis qui se posent au pays et promouvoir la paix, la réconciliation et le développement. Je tiens également à exprimer notre reconnaissance à la MANUA pour son rôle continu à l'appui de ces efforts et pour toute l'énergie qu'elle déploie, dans des circonstances difficiles, pour s'acquitter de son mandat.

M. Lambertini (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observatrice de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques observations à titre national.

Tout d'abord, je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, de sa présence parmi nous aujourd'hui, de son exposé et de l'engagement dont il fait preuve dans le cadre de ses travaux.

Mon pays s'associe aux autres membres du Conseil de sécurité pour condamner fermement les attentats terroristes perpétrés récemment à Kaboul et dans d'autres régions du pays. Nous voudrions adresser nos condoléances aux victimes et à leurs familles et exprimer notre solidarité pleine et entière avec le peuple et le Gouvernement afghans. Ces actes ignobles ne font que renforcer notre détermination à apporter notre concours aux institutions afghanes dans leur lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui représentent toujours une menace grave pour la paix et la stabilité. C'est pour cette raison que, à l'instar d'autres orateurs, nous nous félicitons de la visite effectuée par le Secrétaire général à Kaboul la semaine dernière, par laquelle il a envoyé un message important à toute la communauté internationale.

Nous nous félicitons de la tenue de la première conférence sur la coopération en matière de paix et de sécurité dans le cadre du Processus de Kaboul, qui a été couronnée de succès. Par cette initiative, nos partenaires afghans ont démontré leur volonté d'imprimer un nouvel élan au processus de paix et de réconciliation. Nous voudrions féliciter les dirigeants afghans à ce sujet, car il s'agit d'une confirmation du principe selon lequel ce processus doit être dirigé et pris en charge par les Afghans. L'Italie exprimé son plein appui à cette initiative par sa participation au Processus de Kaboul. Nous estimons qu'il s'agit d'un point de départ, et non d'un point final, et nous espérons qu'un large appui international peut constituer une base solide permettant d'atteindre des résultats positifs dans ce domaine.

Le Processus de Kaboul confirme également l'importance cruciale de la coopération entre les acteurs régionaux. On ne peut s'attaquer efficacement au phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afghanistan, aussi bien dans sa dimension nationale qu'au-delà, en l'absence d'une coopération étroite et d'une cohésion d'objectifs entre les pays voisins au sein de la région. Le terrorisme et l'extrémisme violent constituent également une menace réelle pour la stabilité de ces pays. De toute évidence, il existe une convergence d'intérêts. Toutefois, il faut adopter des mesures concrètes pour renforcer la coopération, en particulier au niveau régional. L'Italie appuie toutes les initiatives prises à cette fin.

La nécessité d'un processus de réconciliation crédible et largement représentatif met en relief le fait que la paix ne peut être instaurée en Afghanistan que par des moyens politiques. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, comme nous le rappelle le dernier rapport de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sur la protection des civils, qui démontre comment les groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, sont de plus en plus en danger. L'accent mis sur un consensus large et inclusif en tant que fondement d'un processus de réconciliation couronné de succès est de la plus haute importance et nous nous félicitons le Gouvernement afghan de sa décision d'en faire la pierre angulaire de sa stratégie.

Dans ce contexte, il sera essentiel de garantir l'intégration et la participation actives des femmes. Nous exprimons de nouveau l'espoir que l'engagement du Gouvernement afghan et du Haut Conseil pour la paix dans ce domaine se traduira par d'autres mesures concrètes, notamment par la mise en œuvre intégrale du plan d'action national relatif à la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité. Cet objectif est d'autant plus important en vue de préserver et consolider les progrès réalisés en Afghanistan en matière de droits des femmes ces 16 dernières années.

La persistance des actes de violence commis par des groupes insurgés hostiles nous rappellent l'importance fondamentale du renforcement des institutions afghanes, en particulier celles qui sont chargées de la sécurité et de la défense du pays et de ses habitants. Mon pays appuie le Gouvernement afghan à cet égard et l'encourage à continuer de redoubler d'efforts pour améliorer les capacités des forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Pour que ces efforts portent leurs fruits, ils doivent s'accompagner d'une lutte résolue contre toutes les formes de corruption, que l'Italie continuera d'appuyer grâce à ses activités de formation et de conseil dans le cadre de la mission Soutien résolu, dirigée par l'OTAN.

L'Afghanistan est toujours confronté à des défis extrêmement complexes et on ne peut envisager une stratégie efficace pour l'avenir du pays en l'absence d'unité et de cohésion au sein du Gouvernement et de toutes les institutions afghanes, auxquels nous demandons une fois de plus d'adopter une approche constructive et sans exclusive pour régler les différends actuels, qui sont incompatibles avec les besoins urgents du pays. Il s'agit également d'une condition préalable essentielle à la mise en œuvre d'autres réformes indispensables, tel que convenu avec la communauté internationale, pour consolider les institutions afghanes et promouvoir une croissance autonome afin de répondre aux besoins et aux attentes légitimes des Afghans. Dans ce contexte, nous espérons que le programme de réforme électorale tant attendu sera bientôt mené à bon terme, ce qui permettra aux institutions compétentes de fixer rapidement un calendrier électoral et d'organiser des élections crédibles, inclusives et transparentes.

Pour terminer, je voudrais saluer de nouveau le travail crucial réalisé par la MANUA dans de nombreux domaines et dans des conditions très difficiles. L'Italie se réjouit à la perspective de participer aux discussions qui seront menées au sein du Conseil sur les résultats de l'examen stratégique effectué en application de la résolution 2344 (2017) de mars dernier, en vue de renforcer la Mission et d'améliorer son efficacité dans l'ensemble.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais remercier M. Yamamoto, Représentant spécial

du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour les efforts qu'il déploie en vue de l'exécution du mandat de la Mission ainsi que de son exposé édifiant et détaillé.

Nous saluons le rôle que joue l'ONU en Afghanistan. La visite du Secrétaire général à Kaboul en ce moment opportun a permis d'attirer l'attention sur l'avenir de l'Afghanistan et de toute la région de l'Asie centrale. Elle a permis de rappeler à la communauté internationale ses obligations et ses responsabilités vis-à-vis de cette région importante et de son avenir.

La situation en matière de sécurité continue de se détériorer dans plusieurs régions de l'Afghanistan, en particulier suite à l'annonce faite par les Taliban en avril dernier du lancement de leur offensive de printemps et de l'intensification des attaques terroristes, qui ont récemment atteint des niveaux sans précédent. Nous rappelons à cet égard l'attentat tragique qui a fait des centaines de victimes à Kaboul au début du ramadan et les autres attentats terroristes ignobles qui se produisent presque chaque jour dans différentes régions de l'Afghanistan.

Nous espérons que les milices et les groupes armés afghans suivront l'exemple du Hezb-i Islami, qui conclu un accord de paix avec le Gouvernement cette année, ce qui a permis le retour de Gulbuddin Hekmatyar sur la scène politique dans un cadre légitime et légal après la radiation de son parti de la liste des sanctions du Conseil de sécurité. Il importe au plus haut point de combattre et d'éliminer les groupes terroristes partout où ils se trouvent, en particulier le groupe État islamique d'Iraq et du Levant –province du Khorassan, dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Compte tenu des liens traditionnels et historiques qui unissent l'Égypte et l'Afghanistan et des répercussions mutuelles de la situation politique et en matière de sécurité en Asie centrale et au Moyen-Orient, nous réitérons notre appui au Gouvernement afghan dans sa lutte contre le terrorisme et dans ses efforts inlassables pour étendre son contrôle et renforcer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national. Nous appuyons tous les efforts régionaux et internationaux en faveur du développement économique et social afin d'assurer le retour et la réintégration des déplacés et des réfugiés et de garantir la prospérité de tous les Afghans.

Nous voudrions également dénoncer les approches qui font preuve de tolérance face au phénomène de trafic de drogue, en particulier l'opium, qui constitue une menace grave pour la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan et de l'Asie centrale dans son ensemble. À cet égard, nous soulignons l'importance qu'il y a à renforcer la coordination aux niveaux régional et international avec les autorités afghanes en matière de lutte contre le trafic de drogue, qui doit aller de pair avec la lutte contre le terrorisme, étant donné que le trafic de drogue constitue une source principale de financement pour les groupes terroristes et les milices armées.

Pour terminer, je tiens à indiquer que le Caire attache une grande importance au rôle de l'Égypte en tant qu'État qui soutient le Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan. Nous réaffirmons qu'il importe de continuer d'assurer le suivi des décisions et des résultats issus de la conférence ministérielle de Bruxelles sur l'Afghanistan, qui a eu lieu en octobre dernier. L'Agence égyptienne de partenariat pour le développement poursuit ses programmes de formation d'officiers de sécurité et de policiers afghans dans le cadre de stages spécialisées et de haut niveau, en plus de l'envoi régulier ces dernières années de spécialistes de langue arabe à l'Université de Kaboul.

L'Égypte attache aussi une importance particulière au renforcement des capacités afghanes dans les domaines de la justice, de la culture, des soins et de services de santé, de l'agriculture et de l'irrigation, ainsi que dans le secteur bancaire, et continue de fournir une aide humanitaire aux populations afghanes.

Mme Gueguen (France) : Qu'il me soit permis d'abord de renouveler les condoléances de la France au peuple afghan et aux familles des victimes du terrible attentat qui a été commis le 31 mai dernier à Kaboul ainsi que des incidents violents qui ont suivi. La France se tient aux côtés du Gouvernement afghan dans la lutte contre le terrorisme.

Je voudrais ensuite remercier chaleureusement le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, pour son exposé éclairant et, à travers lui, rendre hommage aux personnels des Nations Unies qui travaillent au quotidien et dans des conditions difficiles pour le redressement de l'Afghanistan.

La France s'associe d'avance à la déclaration qui sera faite tout à l'heure au nom de l'Union européenne.

La détérioration de la situation au plan de sécurité en Afghanistan est, pour la France également, une source de préoccupation majeure. D'abord parce que les premières victimes de ce conflit sont, encore

et toujours, les civils, et en particulier les femmes et les enfants. Ensuite parce que la multiplication des attaques ne fait que déstabiliser davantage le pays, en dépit des progrès considérables des forces afghanes, dont je tiens ici à saluer l'engagement et le courage. À cet égard, l'implantation et la prolifération des groupes armés et terroristes doivent être prises particulièrement au sérieux. Enfin, la dégradation de la sécurité aggrave une situation humanitaire déjà fragile, marquée dernièrement par un retour massif de réfugiés en provenance du Pakistan et de l'Iran. Sur ce point, la France encourage le gouvernement afghan à poursuivre les efforts engagés en vue de garantir un traitement égal de tous les réfugiés et personnes déplacées. Elle salue également l'action menée par les Nations Unies, et en particulier le Haut-Commissariat pour les réfugiés.

Ce contexte sécuritaire extrêmement volatile rend l'unité du Gouvernement afghan plus que jamais essentielle. La meilleure des réponses à apporter aux terroristes est l'unité, le rassemblement et la détermination à approfondir et consolider la démocratie afghane. La poursuite des réformes engagées doit demeurer une priorité. Cela concerne en particulier les réformes électorales, mais également la lutte contre la corruption et le trafic de stupéfiants, qui continue d'alimenter l'insurrection talibane. Je voudrais insister sur ce dernier point. Alors que la production de drogue en Afghanistan a atteint un nouveau record en 2016 avec 4 800 tonnes, la mise en œuvre rapide du plan d'action national contre la drogue par les autorités afghanes est urgente.

Sur le plan des droits de l'homme, la situation des femmes et des enfants reste encore très précaire. Il est essentiel que les autorités afghanes continuent de se mobiliser pour mettre pleinement en œuvre leurs engagements en faveur des droits des femmes et de la protection des enfants. Au-delà des réformes à mener à court et moyen terme, la stabilisation durable de l'Afghanistan ne pourra passer que par la réconciliation nationale. La France salue l'initiative prise par le Président Ghani Ahmadzai de réunir, le 6 juin dernier, le Processus de Kaboul pour la coopération en matière de paix et de sécurité et lui renouvelle son plein soutien. S'il appartient aux Afghans de mener le processus qui pourra ramener la paix dans le pays, l'engagement sincère et le soutien sans ambiguïté de tous ses voisins en faveur de la paix est indispensable. Nous demandons à chacun un effort renouvelé en ce sens et des actes concrets. Nous avons la responsabilité collective de soutenir activement la stabilisation de l'Afghanistan et de contribuer à l'établissement d'une paix durable dans ce pays.

Dans ce contexte, l'accompagnement et le soutien de la communauté internationale en général et des Nations Unies en particulier à l'Afghanistan n'ont jamais été aussi importants, comme la récente visite du Secrétaire général l'a bien souligné. La France et l'Union européenne restent, à cet égard, pleinement engagées aux côtés de 1'Afghanistan. Nous attendons ainsi avec beaucoup d'intérêt la remise des conclusions de l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) le mois prochain. De notre point de vue, cet exercice doit permettre de rationaliser les missions de la MANUA afin de se concentrer sur l'essentiel. À cet égard, la France attache une importance au rôle de bons offices de la Mission. La question du rôle des Nations Unies et de la MANUA en soutien et en accompagnement des efforts de réconciliation et de paix doit être également posée. Enfin, une simplification des mécanismes de coordination sur place pourrait sans doute permettre d'améliorer à la fois l'efficacité et la visibilité de l'assistance apportée par les Nations Unies.

Qu'il me soit permis, pour conclure, de réitérer le plein soutien de mon pays au Gouvernement afghan et à l'action menée par les Nations Unies en appui de ses efforts.

M. Herasymenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la condamnation de ma délégation des récentes attaques terroristes en Afghanistan, et adresser mes condoléances aux familles des victimes et au Gouvernement afghan. Nous formons l'espoir que les auteurs de ces actes seront traduits en justice.

Je me joins, moi aussi, aux autres pour remercier le Représentant spécial Yamamoto et son équipe pour les efforts qu'ils déploient en Afghanistan.

Nous nous associons à la déclaration qui sera faite tout à l'heure par l'observatrice de l'Union européenne, et je voudrais aborder quelques points à titre national.

Nous prenons bonne note des accomplissements enregistrés dernièrement par le Gouvernement d'union nationale s'agissant de relever les défis auxquels le pays est confronté. Premièrement, nous voyons des progrès encourageants faits dans la sphère politique, avec des nominations à des postes de haut niveau fondées sur le mérite, ainsi que des efforts persistants pour lutter contre la corruption et créer un environnement propice à la tenue d'élections législatives et présidentielle, avec

le renforcement des institutions chargées des élections et l'amélioration de la législation y afférente.

Deuxièmement, le Gouvernement avance dans l'exécution de son programme de réforme du secteur de la justice, plus particulièrement sa révision anticipée du Code pénal afin d'y intégrer les obligations souscrites par l'État au titre du Statut de Rome et des conventions des Nations Unies contre la corruption et la torture, ce qui permettra que ceux qui commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité aient à en répondre.

Troisièmement, un élan supplémentaire a été imprimé à la protection des droits de l'homme et à la promotion de l'égalité des sexes. Le Gouvernement continue de s'employer avec diligence à l'élaboration d'une loi visant à lutter contre le harcèlement des femmes et des enfants, et à y mettre fin. En général, les progrès réalisés par le pays en matière de droits de l'homme sont impressionnants.

Quatrièmement, la lutte contre la production de drogues illicites utilisée pour financer le terrorisme a repris et a permis de mener avec succès de nombreuses opérations de lutte contre les stupéfiants, alors que la superficie des champs de pavot à opium détruits a quasiment doublé.

Enfin, la conférence s'inscrivant dans le cadre du Processus de Kaboul qui a eu lieu le 6 juin à l'initiative du Président Ghani Ahmadzai devrait permettre de renforcer la coopération en matière de paix et de sécurité.

Dans le même temps, ces réalisations ont été accompagnées par des développements politiques internes complexes et des tensions accrues entre les partis politiques, à l'approche des prochaines élections. Je voudrais souligner qu'il est absolument impératif de préserver les acquis obtenus au prix d'énormes efforts et sacrifices. C'est aux parties prenantes afghanes qu'il revient de faire preuve de maturité et de taire leurs divergences aux fins d'une paix durable et globale et de la concorde nationale.

Entre temps, le terrorisme reste une menace de première grandeur pour l'Afghanistan et affecte directement la paix et la stabilité dans la région, tandis que les Taliban annoncent leur offensive annuelle et que les affiliés de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) relèvent la tête. Il faut s'alarmer des tentatives faites par plusieurs acteurs régionaux de coopérer avec certaines factions et les Taliban, dans l'intention prétendue d'empêcher l'EIIL d'étendre sa présence en Afghanistan. Nous exprimons notre préoccupation devant ces agissements. Toute tactique fondée sur la notion que l'ennemi de mon ennemi est mon ami apparaît douteuse en général et ne doit en aucun cas s'appliquer à des contacts avec les terroristes. Nous sommes d'avis que cette collaboration ne peut qu'exacerber la situation déjà difficile qui règne dans le pays. N'oublions pas les leçons d'un passé encore récent.

Il est aussi troublant que malgré une pression militaire de grande envergure et les tentatives visant à éliminer la présence de l'EIIL en Afghanistan, le groupe ait lancé une série d'attaques spectaculaires à Kaboul, notamment contre un hôpital militaire en mars et plus récemment, en mai, dans le cœur du quartier diplomatique. Tout cela crée une atmosphère de crainte et de terreur, contribuant à l'instabilité et au prolongement du conflit, et entraîne un mécontentement général et des manifestations, comme nous l'avons vu récemment dans la capitale. Dans ce contexte, nous appelons les autorités afghanes à mener une enquête approfondie sur ces attaques, de manière à empêcher qu'elles se reproduisent dans l'avenir, ainsi qu'à améliorer la protection des missions diplomatiques et de leur personnel.

Je saisis cette occasion de faire écho et d'apporter mon soutien à l'appel adressé au Conseil par l'Ambassadeur d'Afghanistan à imposer le strict respect du régime des sanctions et à le renforcer.

Nous sommes aussi préoccupés par les souffrances incessantes des civils, surtout par le grand nombre de femmes et d'enfants qui tombent victimes des combats, aussi bien que des mines terrestres et des explosifs, legs de la guerre. Nous prenons note de l'engagement du Gouvernement à prévenir les pertes civiles et en diminuer le nombre, comme de son intention de ratifier le Protocole V de la Convention concernant certaines armes classiques. À cet égard, nous appelons les organes spécialisés dans le déminage international humanitaire, en particulier le Service de la lutte antimines de l'ONU, à collaborer avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan en vue de promouvoir des programmes d'éducation au risque posé par les mines et d'aider le Gouvernement à conduire des opérations de déminage.

Le nombre croissant de personnes déplacées, ainsi que de réfugiés rapatriés en Afghanistan, est une autre source de préoccupation. L'Organisation internationale pour les migrations estime qu'au moins 600 000 réfugiés pourraient revenir cette année. Pourtant, les rapports de la MANUA sur l'augmentation très forte des pertes

civiles due aux heurts entre les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes et les Taliban montrent combien la situation est dangereuse pour les populations touchées. Sur ce point, nous regrettons aussi que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ait dû réduire sensiblement, de 400 à 200 dollars, le montant des subventions versées aux rapatriés afghans alors qu'ils continuent d'affronter une grave insécurité alimentaire.

La coopération est cruciale s'agissant de stabiliser la situation en Afghanistan. Afin d'apporter au pays une paix et une prospérité durables, les parties clefs ne doivent épargner aucun effort s'agissant d'affronter la menace majeure représentée par le terrorisme dans la région. Nous sommes en accord avec la constatation du Secrétaire général que cet objectif peut être atteint grâce à l'amélioration des relations bilatérales entre l'Afghanistan et le Pakistan par un dialogue constructif. Nous félicitons les dirigeants afghans qui sont disposés à tendre une main amicale et à rechercher les moyens d'améliorer les relations bilatérales avec leurs voisins en instaurant une coopération pour leur sécurité mutuelle. Dans cette ligne, il est capital de renforcer les contrôles frontaliers afin de couper l'afflux de terroristes et de priver les Taliban d'un abri et de toute forme d'assistance.

Nous espérons aussi que les dispositions prises à la conférence du processus de Kaboul, le 6 juin, aideront à réamorcer les pourparlers de paix et à enrôler les pays voisins dans un combat régional contre le terrorisme. Nous exhortons les garants membres du Groupe de coordination quadrilatérale à faciliter l'aboutissement de ces entreprises.

Pour terminer, l'Ukraine voudrait réaffirmer son solide appui aux activités de la MANUA s'agissant d'aider l'Afghanistan à relever les défis sécuritaire, économique et de développement, aussi bien qu'à promulguer des réformes nationales visant à jeter les fondements solides de la paix, de la sécurité et de la prospérité, tant dans le pays que dans la région. Nous espérons que l'examen stratégique du mandat, des priorités de la MANUA et des ressources afférentes, demandé par la résolution 2344 (2017), qui doit être achevé en juillet prochain, aura pour effet de rendre la Mission plus efficiente. Notre objectif commun est de rendre irréversible le processus de transformation de l'Afghanistan en une nation stable et prospère vivant dans la paix et l'harmonie avec tous ses voisins.

M. Carrión (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, M. Yamamoto, de son exposé complet. Nous remercions aussi le Secrétaire général de son rapport (S/2017/508), qui reflète la situation complexe que l'Afghanistan continue d'affronter, ainsi que de sa récente visite dans le pays.

L'Uruguay réaffirme son appui au Gouvernement afghan et l'encourage à poursuivre ses efforts pour parvenir à une paix durable fondée sur les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'unité nationale. Il demeure essentiel de consolider les institutions démocratiques pour instaurer la stabilité. Les progrès accomplis concernant le programme de réformes prioritaires du Gouvernement sont encourageants, en particulier la lutte contre la corruption, la responsabilisation accrue des hauts fonctionnaires et la préparation des élections.

Il est néanmoins décourageant que l'absence de dialogue et de progrès vers un accord de paix entre le Gouvernement afghan et les Taliban continue de causer de grandes souffrances au peuple afghan. Selon le rapport, le nombre d'incidents liés au manque de sécurité aurait atteint le chiffre le plus élevé depuis 2001, ce qui ne laisse pas d'inquiéter. L'instabilité et l'insécurité continuent de mettre à nu la vulnérabilité des citoyens. Les combats continuent de faire un grand nombre de victimes parmi la population civile, notamment les femmes et les enfants qui, comme d'habitude, sont affectés hors de toute proportion par la violence croissante. Le nombre de victimes parmi les femmes et les enfants a augmenté du fait des opérations aériennes, des engins explosifs improvisés et des attentats-suicides.

Il s'impose de rappeler l'attaque du 31 mai à Kaboul, qui a fait un grand nombre de morts et des centaines de blessés. Nous tenons à exprimer nos sincères condoléances au peuple et au Gouvernement afghans.

Non moins alarmants sont la grave situation des droits de l'homme et les problèmes humanitaires liés à l'augmentation rapide du nombre de personnes récemment déplacées, augmentation due à l'intensification du conflit, ce à quoi on peut ajouter le grand nombre de réfugiés de retour dans le pays.

L'Uruguay réitère sa condamnation énergique et sa répudiation de la violence terroriste, et rappelle aussi que les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ne doivent pas rester impunies.

Les défis politiques, économiques et sécuritaires qui continuent d'affliger l'Afghanistan exigent l'appui continu des pays de la région, de la communauté

internationale, de l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, du Conseil de sécurité. À cet égard, nous tenons à nous féliciter du travail réalisé par le Processus de Kaboul, lancé récemment. De même, nous tenons à saluer et à remercier le Représentant spécial et l'ensemble du personnel de la MANUA pour le dévouement inlassable avec lequel ils continuent d'aider le peuple afghan. Nous voudrions également remercier tous ceux qui participent à la fourniture de l'aide humanitaire, qui travaillent souvent dans des conditions extrêmement difficiles, étant même directement la cible d'attaques.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'État plurinational de Bolivie.

La Bolivie remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M Tadamichi Yamamoto, pour son exposé détaillé et sa présentation du rapport du Secrétaire général (S/2017/508) sur l'Afghanistan, et se félicite de cette occasion d'exprimer tout son appui à son travail. La Bolivie remercie également le Représentant permanent de l'Afghanistan pour les informations qu'il a fournies aux membres du Conseil de sécurité aujourd'hui. Par l'intermédiaire de son ambassadeur, la Bolivie réitère ses condoléances au Gouvernement et au peuple afghans pour les victimes des récents attentats terroristes. Les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice et punis avec toute la rigueur de la loi.

La Bolivie se félicite de la visite effectuée par le Secrétaire général en Afghanistan et partage ses préoccupations concernant la prolifération de divers groupes terroristes sur le territoire afghan et la nécessité d'une réponse internationale plus coordonnée pour lutter contre le terrorisme. Nous rappelons également que le Secrétaire général a évoqué la nécessité pour l'ONU de continuer à appuyer le Processus de Kaboul, dirigé par l'Afghanistan et conformément à la stratégie du Gouvernement afghan.

Nous manquerions à notre devoir si nous ne faisions pas état de notre préoccupation face au grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Selon le rapport présenté par M. Yamamoto, entre janvier et la mi-mai, plus de 100 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Nous appelons à des efforts concertés axés sur le retour durable des citoyens, avec l'appui concret et tangible des organisations internationales, en particulier pour faciliter le retour volontaire des déplacés et des réfugiés dans la sécurité et la dignité et assurer leur réintégration durable dans leur société d'origine de manière qu'ils puissent contribuer à la stabilité du pays.

Nous saluons le travail du Service de la lutte antimines des Nations Unies, qui s'emploie dans les centres de transit à informer les rapatriés de l'existence et du danger des mines antipersonnel, des restes explosifs de guerre et autres engins explosifs improvisés. Nous tenons également à rappeler que 18 communautés ont été déclarées exemptes de mines, ce qui a permis à environ 20 000 personnes dans une zone de près de 10 kilomètres carrés de se déplacer librement dans leur communauté.

Sur le plan politique, nous reconnaissons les efforts importants déployés par le Gouvernement et le peuple afghans, et nous renouvelons notre engagement à défendre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays. Nous rappelons le caractère interdépendant des défis auxquels le peuple afghan est confronté et des progrès durables en matière de sécurité, de développement et de gouvernance, qui se renforcent mutuellement.

S'agissant du rapport du Secrétaire général, il est très important de mettre en avant les travaux relatifs à l'accord de paix signé entre les différentes factions, tels que Hezb-i Islami, et aux négociations pour la libération des prisonniers. Nous saluons et apprécions les efforts déployés par le Gouvernement, qui a élaboré une feuille de route en avril fondé sur la nécessité d'un processus de dialogue inclusif qui rassemble toutes les parties concernées à la table de négociation en vue de renforcer les institutions par l'intermédiaire desquelles des divergences d'ordre politique peuvent être réglées.

La Bolivie est également reconnaissante à la MANUA pour le travail technique et logistique qu'elle a réalisé dans le cadre d'un large processus dirigé par les Afghans à l'appui de nouvelles initiatives de paix locales dans neuf provinces différentes visant à un règlement non violent des différends et des conflits.

La MANUA a enregistré 5 687 incidents de sécurité en Afghanistan entre janvier et mars de cette année – un nombre sans précédent, notamment dans les zones qui avaient précédemment été jugées sûres. Nous condamnons fermement les attentats de ces derniers jours, et nous appelons la communauté internationale à prendre des mesures fermes visant à renforcer et à appuyer les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes et à instaurer un Afghanistan stable et démocratique, ce pourquoi il faudra renforcer

la capacité à maintenir la sécurité et la stabilité dans l'ensemble du pays.

Nous nous félicitons des initiatives multilatérales et bilatérales mentionnées dans le rapport, telles les diverses initiatives régionales en Asie centrale et les conférences sur l'Afghanistan tenues à Moscou en avril et à Kaboul le 6 juin – également connues sous le nom de Processus de Kaboul – qui proposent de coordonner les efforts au niveau régional afin de permettre à ce pays frère de sortir de la situation où il se trouve.

Nous réaffirmons l'importance cruciale d'encourager la coopération régionale, moyen efficace de promouvoir la sécurité, la stabilité et le développement économique et social en Afghanistan, tout en reconnaissant l'importance de la contribution des pays voisins et des partenaires régionaux.

Enfin, nous devons rappeler que le conflit dure depuis plusieurs années, et que différents types de solutions, y compris une solution militaire, ont été tentées. Nous sommes arrivés à un stade où il y a aujourd'hui plus de 100 000 soldats sur le territoire afghan, tandis que, dans le même temps, les groupes terroristes se sont multipliés, avec la présence accrue de groupes comme Daech. Nous appelons donc l'ensemble de la communauté internationale, en particulier les pays de la région, à apporter une contribution constructive afin que le Gouvernement et le peuple afghans, ainsi que les groupes impliqués, puissent parvenir à une réconciliation sans exclusive.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole à la représentante du Pakistan.

Mme Lodhi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général pour son rapport (S/2017/508), et le Représentant spécial, M Yamamoto, pour son exposé complet ce matin. Ce rapport et les conclusions du Secrétaire général suite à sa visite à Kaboul la semaine dernière confirme la préoccupation croissante, voire alarmante, face à la détérioration de la situation politique, économique et sécuritaire en Afghanistan.

Le Pakistan condamne fermement les attaques terroristes répétées, massives et orchestrées perpétrées à Kaboul et ailleurs en Afghanistan. Rien ne peut justifier le meurtre de civils innocent et le climat anarchique dans lequel ils doivent vivre. Le Pakistan est également l'une des principales victimes du terrorisme. Nous partageons la douleur et la souffrance du peuple Afghan et souhaitons travailler avec lui pour vaincre et éliminer le fléau du terrorisme et de la violence en Afghanistan et dans notre région.

Nous espérons que le Président Ghani Ahmadzai, le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah, les dirigeants politiques et autres groupes pourront aplanir les divergences politiques qui se sont accentuées récemment au sein du Gouvernement afghan. L'appui économique et politique continu de la communauté internationale au Gouvernement afghan reste indispensable pour la préservation de l'entente politique et la mise en œuvre de réformes de gouvernance indispensables.

Outre les différends internes, la sécurité en Afghanistan est confrontée à un double défi : l'insurrection dirigée par Tehrik-e-Taliban Afghanistan, d'une part, et la campagne de terrorisme promue par le soi-disant État islamique, ou Daech, de l'autre. Plusieurs groupes terroristes sont désormais associés à l'État islamique d'Iraq et du Cham, y compris Tehrik-e-Taliban Pakistan, Jamaat-ul-Ahrar, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan et le Mouvement islamique du Turkestan oriental, entre autres groupes terroristes. Ces groupes violents menacent non seulement l'Afghanistan et ses voisins, mais font également peser une menace terroriste sur le monde.

Mon pays a toujours estimé que la paix peut être rétablie en Afghanistan seulement - et j'insiste sur ce point - au travers d'un règlement négocié entre Kaboul et les Taliban afghans. Cela aussi est depuis longtemps le consensus de la communauté internationale, ce que nous avons entendu ce matin. Une paix négociée est aussi la conclusion à laquelle est arrivé le Secrétaire général à la suite de sa visite en Afghanistan la semaine dernière.

Au fil des ans, le Pakistan a fait tout ce qu'il a pu, lorsqu'on lui en a fait la demande, pour contribuer à faciliter un règlement négocié. Le Pakistan a lancé les pourparlers de Murree en juillet 2015, qui ont échoué pour des raisons bien connues. Par la suite, nous avons essayé de relancer ces pourparlers dans le cadre du Groupe de coordination quadrilatérale.

Le Pakistan a continué de participer à tous les autres processus visant à promouvoir une solution politique : le Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, la formule de paix 6 + 1, le Groupe de contact international pour l'Afghanistan, le Groupe de coordination quadrilatérale, les consultations régionales

sur l'Afghanistan dans le cadre du format de Moscou et plus récemment, le Processus de Kaboul. Nous sommes d'avis que la promotion d'un règlement politique et la poursuite d'une solution militaire en Afghanistan sont incompatibles. Continuer de compter sur une option militaire ou augmenter les effectifs sans prévoir une stratégie politique d'accompagnement ne produira pas de résultats différents de ceux que nous avons vus au cours des 15 ou 16 dernières années. Au contraire, cela entraînera plus de violence et d'effusion de sang pour le peuple afghan et n'aboutira pas à une solution politique.

De même, à notre avis, s'agissant de la résilience de l'insurrection, on ne peut pas se contenter d'explications faciles tels que les refuges ou les centres d'appui extérieurs. Étant donné que de vastes pans du territoire afghan sont actuellement sous le contrôle des Taliban afghans, leurs refuges sont à l'intérieur, et non à l'extérieur, de l'Afghanistan. Le Pakistan a accueilli sur son territoire plus de 2 millions de réfugiés afghans et de nombreux autres Afghans sans papiers, et à ce titre, s'attendait à de la reconnaissance et non à de l'hostilité de la part du Gouvernement afghan. De notre part, les opérations militaires successives menées par le Pakistan ont permis de vaincre ou d'expulser tous les groupes terroristes et militants de notre territoire tribal, situé à la frontière avec l'Afghanistan.

En dépit des observations provocatrices faites par mon collègue afghan, mon pays reste déterminé à faire en sorte que son territoire ne soit pas utilisé pour perpétrer des actes terroristes contre tout autre pays. Nous appliquons des mesures de contrôles aux frontières, y compris en clôturant et en surveillant les zones vulnérables à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Toute question relative au terrorisme transfrontalier et aux violations transfrontalières peut être soulevée et discutée dans le cadre des mécanismes de coordination, notamment le mécanisme bilatéral d'échange de renseignements et de coopération en matière de gestion des frontières, établi en mars.

Ce mois-ci à Astana, le Premier Ministre Nawaz Sharif et le Président Ghani Ahmadzai ont convenu de redynamiser la coopération entre nos deux pays afin d'éliminer la menace du terrorisme de notre région. Ils ont également convenu de revitaliser le Groupe de coordination quadrilatérale pour promouvoir la paix et la réconciliation en Afghanistan. Nous exhortons toutes les parties - en particulier Tehrik-e-Taliban Afghanistan et tous les groupes qui le constituent - à reprendre les négociations en réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général. Le Pakistan et les autres amis de l'Afghanistan peuvent apporter leur contribution à la promotion d'un règlement négocié. Toutefois, la paix ne pourra être négociée seulement – et seulement - que quand les parties afghanes le voudront et décideront de renoncer à une solution militaire.

Aujourd'hui, les parties afghanes et leurs amis ont toutes les raisons du monde de s'engager sur la voie d'une paix négociée. Ils sont tous confrontés à une menace commune, à savoir l'État islamique d'Iraq et du Cham et les groupes terroristes qui lui sont affiliés, dont Tehrik-e-Taliban Pakistan et Jamaat ul-Ahrar, qui attaquent le Pakistan à partir de leurs bases en Afghanistan. Il faut déloger ces groupes de leurs bases dans le cadre d'une campagne efficace de lutte contre le terrorisme en Afghanistan.

Pour terminer, à part l'Afghanistan lui-même, aucun autre pays que le Pakistan n'a autant souffert des guerres et de la violence qui ravagent l'Afghanistan depuis plus de 35 ans. Aucun pays autre que le mien n'a autant à gagner de l'instauration de la paix en Afghanistan. Nous sommes confiants qu'en dépit de nos divergences par le passé, en fin de compte, les liens religieux, culturels, historiques et géographiques profonds qui unissent le Pakistan et l'Afghanistan prévaudront et ouvriront la voie à une ère de coopération pacifique et mutuellement bénéfique entre nos deux pays frères.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Sinirlioğlu (Turquie) (*parle en anglais*) : Nous voudrions remercions le Représentant spécial, M. Yamamoto, de son exposé et le Représentant permanent de l'Afghanistan, S. E. M. Mahmoud Saikal, de sa déclaration.

Tout d'abord, je voudrais réitérer nos condoléances les plus sincères relativement aux personnes qui ont perdu la vie lors de la série d'attentats terroristes perpétrés à Kaboul à partir du 31 mai. Une fois de plus, nous condamnons ces actes terroristes ignobles. La Turquie continuera d'appuyer le Gouvernement afghan dans sa lutte contre le terrorisme et dans ses efforts visant à instaurer la paix, la sécurité et la stabilité dans le pays.

Je voudrais également saisir cette occasion pour rendre hommage aux membres de la communauté diplomatique à Kaboul qui continuent de s'acquitter de leurs fonctions avec persévérance malgré tous les défis auxquels ils sont confrontés. Nous saluons également

le rôle que joue la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui se tient aux côtés du peuple afghan et coordonne les efforts des acteurs internationaux en Afghanistan. Nous continuerons d'appuyer les activités et les efforts de la MANUA à cet égard.

Je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé (S/2017/508). Nous partageons ses préoccupations concernant la détérioration des conditions de sécurité en Afghanistan. Par ailleurs, nous rendons hommage aux Forces nationales de défense et de sécurité afghanes pour leur détermination à lutter contre le terrorisme. Nous saluons leurs sacrifices.

La présence de Daech dans le pays est également une source de vive préoccupation et une raison supplémentaire de continuer à appuyer l'Afghanistan.

Il faut consolider les progrès accomplis au cours de ces 15 dernières années. L'appui continu de la communauté internationale durant cette décennie de la transformation est d'une importance capitale. Nous notons avec satisfaction que la communauté internationale a réaffirmé son appui à l'Afghanistan lors du Sommet de l'OTAN à Varsovie et de la Conférence de Bruxelles l'an dernier. Il est impératif de respecter les engagements pris vis-à-vis de l'Afghanistan.

La Turquie a versé les contributions qu'elle avait annoncées en faveur du développement et a annoncé une nouvelle contribution de 150 millions de dollars pour la période 2018-2020. Nous allons également verser un montant de 60 millions de dollars pour appuyer les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes pour la période 2018-2020, conformément aux décisions prises lors du Sommet de l'OTAN tenu à Varsovie. Nous continuerons à appuyer les efforts du Gouvernement afghan en matière de sécurité et de développement, tant sur le plan bilatéral que dans le cadre d'instances multilatérales. Dans ce contexte, nous continuerons d'apporter notre appui par l'entremise de la mission Soutien résolu de l'OTAN et de la formation des policières afghanes en Turquie.

Dans le cadre de l'appui que la communauté internationale continue d'apporter à l'Afghanistan, nous nous félicitons des efforts déployés par le Gouvernement afghan pour lutter contre la corruption. Nous attachons la plus haute importance au bon fonctionnement du Gouvernement d'union nationale, car il symbolise l'unité des Afghans. La communauté internationale doit continuer à appuyer le Gouvernement d'union nationale et encourager ses membres à travailler en harmonie.

Nous suivons de près la situation en ce qui concerne le Premier Vice-Président Dostum, qui est actuellement en Turquie où il suit un traitement médical. Il retournera en Afghanistan à la fin de ce traitement. Nous convenons que le respect de l'état de droit et l'élimination de l'impunité sont impératifs pour garantir la stabilité en Afghanistan. Toutefois, la procédure engagée contre le Premier Vice-Président Dostum n'est peut-être pas le moyen le plus approprié pour illustrer ce point. Cette procédure doit être menée de manière à éviter de compromettre l'appui fourni au Gouvernement d'union nationale ou d'aggraver davantage la situation en matière de sécurité, en particulier dans le nord de l'Afghanistan.

Nous appuyons les efforts de paix et de réconciliation menés et pris en charge par les Afghans, qui visent à instaurer une paix et une stabilité durables en Afghanistan. La première conférence sur la coopération en matière de paix et de sécurité dans le cadre du Processus de Kaboul, tenue le 6 juin, est un pas dans la bonne direction. Cette conférence a également été pour la communauté internationale l'occasion d'exprimer sa solidarité avec l'Afghanistan durant cette période difficile. Nous espérons que l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et Hezb-i Islami servira d'exemples à d'autres groupes. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'accord sont encourageants et c'est avec plaisir que nous avons vu les membres de ce groupe participer à la conférence du Processus de Kaboul.

Il convient également de renforcer la coopération et le dialogue entre les pays de la région. En fait, c'est la région elle-même qui a le plus grand rôle, le plus grand intérêt et la plus grande responsabilité s'agissant d'instaurer et de pérenniser la sécurité, la prospérité et la paix en Afghanistan. À cet égard, la Turquie continuera d'apporter des contributions en faveur de l'Afghanistan, notamment au sein des instances multilatérales, y compris par l'entremise du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Braun (Allemagne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA),

M. Yamamoto, de son exposé détaillé ainsi que son équipe pour leurs efforts inlassables.

L’Allemagne s’associe à la déclaration qui sera faite au nom de l’Union européenne.

L’Afghanistan se trouve dans une situation politique tendue. L’attaque ignoble perpétrée à proximité de l’Ambassade d’Allemagne à Kaboul le 31 mai est l’un attentats-suicides les plus meurtriers de l’histoire de l’Afghanistan; il a fait plus de 80 morts et plus de 400 blessés. Le Représentant permanent de l’Afghanistan nous en a donné quelques détails dans sa déclaration ce matin. Nous condamnons dans les termes les plus forts les assassinats insensés de tant de victimes innocentes. Comme lors d’attaques similaires commises dans le passé, ce sont les civils qui ont été une fois encore les cibles les plus touchées. Nous demandons aux autorités afghanes de mener une enquête criminelle approfondie et de faire en sorte que les auteurs répondre de leurs crimes.

Ces attaques perverses, perpétrées durant le mois sacré du ramadan, ont fait de trop nombreuses pertes et causé des dégâts considérables à notre ambassade. De nombreuses autres missions diplomatiques et organisations non gouvernementales ont été aussi touchées. Mais ces actes haineux ne font que nous renforcer dans notre détermination. L’Allemagne reste fermement résolue à travailler côte à côte avec les partenaires afghans pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Nous savons gré au Gouvernement d’union nationale de laisser les portes ouvertes aux négociations de paix avec les Taliban. Un processus global de paix et de réconciliation reste la seule voie vers une stabilité à long terme en Afghanistan et dans la région. Seul un processus dirigé et pris en mains par les Afghans permettra de trouver une solution durable. L’Allemagne reste disposée à aider l’Afghanistan dans ce processus. Le Processus de Kaboul est la solution dirigée par les Afghans et la voie qui mène à la paix.

La situation instable sur le plan de la sécurité reste le principal défi en Afghanistan. Comme le Secrétaire général Guterres l’indique dans son rapport (S/2017/508), le nombre de victimes parmi les femmes et les enfants a augmenté de 24 % et 17 %, respectivement. Beaucoup reste encore à faire pour protéger les segments les plus vulnérables dans la société afghane. L’adoption par le Gouvernement d’une stratégie nationale de prévention et d’atténuation des pertes civiles est un important pas fait dans la bonne direction. Ce qu’il faut maintenant, c’est la mettre en œuvre avec vigueur. En outre, la ratification imminente du Protocole V sur les restes explosifs de guerre à la Convention de 1980 sur les armes classiques permettra aussi de réduire le nombre de pertes civiles.

Nous encourageons par ailleurs le Gouvernement d’union nationale à continuer d’exécuter son programme de réformes électorales. Cela fait des mois maintenant que l’Afghanistan a en place les institutions qu’il faut pour tenir les élections législatives et celles des conseils de district. Un calendrier clair et réaliste est essentiel pour faire avancer les réformes électorales restantes et tenir des élections crédibles, régulières, équitables et libres.

Je voudrais, pour terminer, réitérer le plein appui de l’Allemagne au rôle crucial joué par la MANUA et les organismes des Nations Unies opérant en Afghanistan. En tant que coPrésident du Groupe de contact international sur l’Afghanistan, l’Allemagne salue en particulier les efforts faits par la MANUA pour renforcer la cohésion entre les parties prenantes internationales et régionales en Afghanistan. Nous attendons avec intérêt de connaître les résultats de l’examen stratégique de la Mission demandé par la Conseil de sécurité. L’examen doit être mené dans l’objectif d’optimiser les activités en cours et de renforcer encore davantage la Mission. L’Allemagne reste déterminée à aider l’Afghanistan, en étroite coopération avec le Gouvernement afghan et nos partenaires internationaux.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Pays-Bas.

Mme Samson (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette occasion qui m’est donnée de prendre la parole dans le cadre de la séance d’information d’aujourd’hui au nom du Royaume des Pays-Bas.

Ma délégation s’associe à la déclaration que fera l’observatrice de l’Union européenne et se joint aux autres pour remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé et complet (S/2017/508).

Je voudrais aussi remercier le Représentant spécial, M. Yamamoto, de son dévouement, et l’Ambassadeur Saikal de sa déclaration.

Je voudrais me concentrer sur trois points : la situation en matière de sécurité et la stabilité politique en Afghanistan; la réconciliation et la participation constructive des femmes à la société afghane; et

l'examen de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Premièrement, l'attaque contre le quartier général de l'Armée nationale afghane à Mazar-e Charif et les derniers attentats perpétrés à Kaboul nous rappellent de façon douloureuse les pertes toujours plus élevées que les Afghans et les forces nationales de sécurité afghanes ont eu à subir. Le Royaume des Pays-Bas est profondément attristé par les pertes en vies humaines. Nous exprimons nos condoléances aux familles des victimes et notre appui aux personnes touchées par la violence. Dans ces difficiles conditions sécuritaires, la bonne gouvernance et la stabilité politique sont essentielles pour le maintien de la stabilité dans l'ensemble du pays. Nous continuons de nous tenir aux côtés du Gouvernement d'union nationale face à ces défis.

Deuxièmement, pour réaliser la stabilité à long terme dans la région, les pourparlers de paix demeurent un objectif important. À l'instar d'autres, nous appelons les parties concernées à coopérer dans le cadre d'un processus de paix et de réconciliation dirigé et pris en mains par les Afghans. L'engagement constructif des partenaires régionaux est aussi de la plus haute importance.

À la Conférence s'inscrivant dans le cadre du Processus de Kaboul du 6 juin, le Président Ghani Ahmadzai a réaffirmé son attachement au processus de paix et sa détermination à ouvrir un dialogue national. Le Royaume des Pays-Bas salue ce fort engagement personnel. Nous félicitons le Président Ghani Ahmadzai des efforts qu'ils déploie pour encourager la participation constructive des femmes, des organisations de la société civile et des jeunes Afghans au processus. Ce n'est que si tous les Afghans sont représentés dans les pourparlers de paix, officiels ou officieux, que l'on parviendra à une paix durable.

Mais il ne saurait y avoir de paix en Afghanistan sans la participation active des femmes. Nous saluons les résultats issus du quatrième symposium national de Kaboul sur les femmes afghanes qui a eu lieu le 15 mai à Kaboul sur le thème « Les femmes afghanes : messagères de la paix ». Nous saluons le leadership dont fait preuve la Première Dame d'Afghanistan, Mme Rula Ghani, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la participation politique des femmes en Afghanistan en accroissant leur nombre au sein des conseils de district et des conseils de paix. Nous appelons le Gouvernement afghan et toutes les parties prenantes à mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) en tant que priorité absolue.

Troisièmement, le Royaume des Pays-Bas appuie énergiquement le travail qu'effectue la MANUA partout dans le pays, conformément à son mandat. Nous voudrions nous féliciter encore une fois de la mise en œuvre du vaste mandat des Nations Unies partout en Afghanistan. La présence régionale de la MANUA est essentielle pour son succès, et nous soulignons la nécessité d'une forte présence régionale des Nations Unies partout en Afghanistan. Nous espérons que l'examen de la MANUA appuiera cette notion et maintiendra la présence régionale en Afghanistan.

Nous voudrions souligner l'importance du rôle de la MANUA dans la coopération politique régionale. Nous appuyons la MANUA dans le rôle encore plus important qu'elle assume dans ce processus. Nous voudrions aussi nous féliciter des rapports exhaustifs qu'établit la MANUA sur la situation des droits de l'homme et sur les pertes civiles.

Pour terminer, la communauté internationale ne doit pas hésiter et doit rester pleinement engagée en faveur de l'Afghanistan. La MANUA est un partenaire clef s'agissant de réaliser la stabilité à long terme en Afghanistan. Le Royaume des Pays-Bas reste résolu à aider l'Afghanistan tout au long de la Décennie de la transformation. Durant son mandat au Conseil de sécurité en 2018, le Royaume des Pays-Bas continuera d'appuyer l'Afghanistan avec la même vision et la même résolution.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Espagne.

M. González de Linares Palou (Espagne) (*parle en espagnol*) : Croyez-moi,Monsieur le président, je regrette de commencer encore une fois ma déclaration en exprimant la consternation de ma délégation et nos plus sincères condoléances à la suite des effroyables attentats qui ont secoué l'Afghanistan ces dernières semaines. Et je voudrais, par le truchement du Représentant permanent de l'Afghanistan qui est présent parmi nous aujourd'hui, exprimer notre solidarité avec les familles des victimes et notre reconnaissance et notre appui au Gouvernement afghan qui s'efforce résolument de combattre le fléau du terrorisme.

L'Espagne souscrit pleinement à la déclaration que l'observatrice de l'Union européenne prononcera sous peu, mais je voudrais aussi présenter quelques observations à titre national.

Je tiens d'abord à féliciter le Secrétaire général pour son récent voyage à Kaboul, il y a juste quelques

jours, qui une fois de plus a mis en lumière le ferme appui de la communauté internationale à l'Afghanistan et la solidarité des États Membres de l'ONU avec la nation afghane et le peuple afghan.

Les défis qu'affronte l'Afghanistan maintenant même sont nombreux et considérables. Il s'agit notamment de maintenir la sécurité et de combattre le terrorisme et l'insurrection; de mener effectivement à terme le programme de réformes et d'assurer une croissance économique soutenue qui ait un effet sur la vie quotidienne des citoyens; de préparer les prochaines élections et de consolider la démocratie et les institutions grâce à un processus politique sans exclusion; de gérer la crise humanitaire créée par la situation des personnes déplacées; et de soigner les blessures que la production et le trafic de drogues infligent à l'économie nationale. Si de nombreux progrès ont été accomplis ces dernières années, il reste beaucoup à faire. Le rapport du Secrétaire général (S/2017/508) et l'exposé fait aujourd'hui par l'Ambassadeur Yamamoto, son Représentant spécial, montrent que la réalité n'a rien de réjouissant. Pourtant, comme le Secrétaire général l'a souligné durant sa visite à Kaboul, la détermination résolue des citoyens afghans à aller de l'avant malgré les difficultés ne fait aucun doute. La communauté internationale doit se montrer tout aussi obstinée.

Je tiens à souligner l'appui de l'Espagne aux autorités afghanes dans leurs efforts acharnés sur tous ces points, et en même temps à exhorter toutes les parties politiques à continuer d'avoir pour souci premier le progrès et le bien-être de tous les Afghans afin de garantir que c'est bien l'objectif qui inspire en fin de compte leurs actes. Je veux en particulier encourager les efforts faits pour la réconciliation et soutenir la recherche de la paix. Quand ce but sera atteint, et qu'en même temps les réalisations concernant l'état de droit, les droits de l'homme et l'égalité de tous les Afghans seront maintenues, les autres défis que j'ai mentionnés pourront être relevés avec une pleine certitude de succès. Cette paix, en outre, fera sentir ses effets au profit des résidents de toute la région, non pas seulement des citoyens afghans. Nous saluons les récentes initiatives régionales prises en faveur de la paix et nous exhortons tous les acteurs de la région à s'engager sans réserve à appuyer tous les efforts faits pour mettre fin au conflit et sceller la réconciliation.

Je termine en réaffirmant le soutien ferme et résolu de l'Espagne à l'action de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et de tous les programmes et institutions des Nations Unies dont l'Afghanistan et tous les Afghans tirent profit. Nous attendons avec grand intérêt les résultats de l'examen stratégique de la Mission, qui est appelée à contribuer aux efforts de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan grâce à un emploi meilleur et plus efficient des ressources disponibles, tout en renforçant la prise en main de son propre avenir par l'Afghanistan.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Akbaruddin (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui sur la situation en Afghanistan. Nous avons écouté avec intérêt l'exposé du Représentant spécial, M. Yamamoto, et la déclaration de l'Ambassadeur Mahmoud Saikal, Représentant permanent de l'Afghanistan, qui nous ont permis de mieux comprendre les crises actuelles en Afghanistan.

La récente vague d'attentats terroristes en Afghanistan, notamment la puissante bombe explosive de Kaboul, a plongé beaucoup d'entre nous dans l'horreur. Il est clair qu'en Afghanistan la communauté internationale affronte un adversaire qui n'hésite pas à violer ouvertement le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme – un adversaire qui dispose abondamment de ressources, d'armes et d'appui opérationnel; un adversaire auquel sont ouverts des sanctuaires en dehors de l'Afghanistan, à l'abri des forces internationales qui y sont déployées; un adversaire qui ne voit aucune raison de renoncer à la violence et de participer à la création d'un État démocratique, uni, stable, sécurisé et prospère, ni aucune incitation en ce sens. Malheureusement, les multiples crises qui frappent ce pays déchiré par la guerre ont rendu une fois encore le territoire afghan attirant pour des groupes criminels et terroristes qui ont maintenant des liens solides avec les réseaux internationaux de terreur et de criminalité, lesquels, à leur tour, exploitent les ressources de l'Afghanistan. Cette situation retentit sur la sécurité en Asie du Sud, en Asie centrale et au-delà.

On peut voir le plus souvent dans une crise l'agent catalyseur d'un changement réel, de solutions authentiques. Mais, pour qu'il en soit ainsi, nous devons avoir une perception juste, directe de la situation. Après tout, nous ne pouvons changer ce que nous ne pouvons voir ou ce que nous ne voulons pas voir. Longtemps, croyons-nous, ce fut l'énigme à laquelle se heurtait la communauté internationale en Afghanistan – son

incapacité, son refus collectifs de voir le problème pour ce qu'il est ont coûté fort cher au peuple afghan.

S'il est vrai qu'aucun conflit n'est identique à un autre, on se demande pourquoi, bien que nous ayons assisté aux pires violences possibles en Afghanistan, le Conseil ne juge pas convenable de tenir sur la situation là-bas des séances plus fréquentes que les débats trimestriels routiniers. Il s'est même parfois abstenu de condamner certaines des attaques terroristes commises en Afghanistan. Sont-elles beaucoup trop nombreuses pour en garder le compte? Est-ce parce qu'il y a un seuil au-dessous duquel il n'est pas nécessaire de se préoccuper des vies humaines fauchées par le terrorisme?

Nous voyons une tendance croissante à regarder la violence en Afghanistan comme une affaire de routine. On ignore les actes de brutalité commis par les réseaux terroristes et criminels, y voyant une manière d'agir des éléments antigouvernementaux ou la conséquence inévitable d'un conflit civil et politique. Cette attitude revient à oublier de poser certaines questions cruciales. Par exemple, d'où ces éléments antigouvernementaux reçoivent-ils leurs armes, leurs explosifs, leur formation et leurs fonds? Où trouvent-ils des abris sûrs, un sanctuaire? Comment est-il possible qu'ils aient résisté à l'une des plus grandes actions militaires collectives dans le monde? Comment est-il possible qu'ils collaborent avec les plus odieux terroristes du monde pour tuer des Afghans? Comment est-il possible que l'augmentation phénoménale de la production d'opium, qui s'accompagne d'une hausse des prix mondiaux des stupéfiants, ait été totalement ignorée du Comité créé par la résolution 1988 (2011)? Pourquoi le régime de sanctions établi en 1988 est-il maintenu alors qu'aucun effort n'est fait pour l'utiliser afin d'avancer le processus de paix? Pourquoi n'entendons-nous jamais les parties en cause nous parler de l'enlisement du processus de paix et n'avons-nous aucune nouvelle concernant les activités du Groupe de coordination quadrilatérale? Pourquoi n'entendons-nous pas de débats au Conseil de sécurité portant sur des idées ou plans d'action au sujet d'un conflit qui a gravement éprouvé de nombreux Afghans?

Au cours des derniers mois, les attentats dirigés contre des hôpitaux, des écoles, des cortèges funéraires, des agences de développement international et des missions diplomatiques semblent avoir visé à adresser un message à une nation qui s'efforce de se redresser. Nous saluons les forces nationales afghanes de sécurité, qui font de leur mieux pour combattre les forces du terrorisme et de l'extrémisme alors qu'elles continuent de frapper. L'Inde reste déterminée à se tenir aux côtés de l'Afghanistan et à en soutenir et renforcer les capacités non pas seulement pour combattre le terrorisme et la violence, mais aussi pour l'assister dans son développement et l'édification d'une nation. Nos efforts à cette fin seront améliorés avec l'ouverture d'un couloir aérien direct entre nos deux pays, comme en ont convenu en décembre nos deux chefs d'État. Les premières cargaisons de fret aérien sont arrivées dans nos deux pays voici quelques jours, surmontant l'obstruction rencontrée s'agissant d'établir une liaison et d'avoir des échanges commerciaux directs.

Si nous nous félicitons des efforts déployés pour renouveler lors du prochain examen stratégique de la MANUA l'approche de l'Organisation des Nations Unies vis-à-vis de l'Afghanistan, ces efforts doivent être guidés par les besoins et les priorités de l'Afghanistan, de son peuple et de son gouvernement. Nous apprécierions des discussions informelles plus larges sur la question avec toutes les parties prenantes importantes.

Qui plus est, nous ne devons pas faire de distinction entre bons et mauvais terroristes ni dresser un groupe contre l'autre. Les Taliban, le Réseau Haqqani, Al-Qaida, Daech, Lashkar e Toiba, Jaish-e-Mohammed et d'autres groupes de la même engeance sont tous des organisations terroristes, dont beaucoup sont interdites par l'Organisation des Nations Unies. Elles doivent être traitées comme des organisations terroristes, sans que leurs activités ne bénéficient d'une quelconque justification.

Pour sa part, l'Inde continuera de se tenir, comme l'a dit notre Premier Ministre, non pas derrière mais aux côtés du Gouvernement démocratiquement élu de l'Afghanistan tandis qu'il lutte contre la terreur et autres crises multiples. Nous espérons que le Conseil, qui a la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales, jouera son rôle dans le rétablissement de la paix en Afghanistan.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Khoshroo (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais d'abord exprimer mes sincères condoléances aux familles des victimes, et condamner les récents attentats terroristes commis durant le mois sacré du ramadan à Kaboul, qui ont entraîné des dégâts considérables aux zones environnantes et à

certains bâtiments diplomatiques, y compris le nôtre, ainsi que l'attaque contre une mosquée chiite le 15 juin.

Comme l'a observé le Secrétaire général au cours de sa première visite à Kaboul, la paix demeure le fondement du développement durable en Afghanistan. Dans le même temps, selon le rapport du Secrétaire général (S/2017/508), la situation en matière de sécurité reste extrêmement instable, avec 6252 incidents de sécurité entre le 1er mars et le 31 mai de cette année, soit une augmentation de 2% par rapport à l'année précédente. C'est le nombre le plus élevé jamais enregistré pour cette période depuis 2001.

Plus d'une décennie après l'invasion du pays, l'Afghanistan, la région et le monde ne sont pas plus sûrs. Cette dégradation continuelle des conditions de sécurité a des racines profondes, et cette situation ne pourra pas être réglée par le seul renforcement de la présence militaire. Les Taliban, Daech et ses affiliés, tels que l'État islamique d'Iraq et du Levant – province du Khorassan, poursuivent leurs attaques odieuses contre la population civile. Ils se renforcent et recrutent, et continuent de mener des attaques complexes comme celles du 17 et du 31 mai à Jalalabad et à Kaboul. La prolifération des groupes terroristes sur le territoire afghan nécessite des efforts internationaux concertés pour lutter contre le terrorisme. Nous devons faire face à cette menace croissante d'une manière globale et déterminée. L'appui continu de la communauté internationale au Gouvernement d'union nationale afghan est plus que jamais nécessaire pour l'aider dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme et contre ceux qui ont créé et continuent de soutenir ces mouvements.

Notre appui au Gouvernement d'union nationale afghan est inébranlable. Nous nous félicitons de toute réalisation sur la voie d'un processus de paix contrôlé et dirigé par les Afghans qui mène à une paix durable et globale dans le pays et la région. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'accord de paix entre le Gouvernement et le Hezb-i Islami témoignent de la volonté du Gouvernement d'instaurer la paix.

L'Iran appelle de ses vœux un Afghanistan pacifique et prospère, puisque la sécurité de ce voisin a une incidence directe et indirecte sur la sécurité à nos frontières et dans la région. C'est dans ce contexte que l'Iran a accueilli avec satisfaction la conférence organisée par la Fédération de Russie le 14 avril à Moscou, à laquelle mon pays a participé, ainsi que la réunion du Processus de Kaboul organisée par le Gouvernement afghan le 6 juin.

Le texte intégral de ma déclaration sur la coopération économique régionale, la lutte contre les stupéfiants et la question des réfugiés, sera distribué.

Enfin, nous appuyons les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les organismes des Nations Unies pour fournir une aide à la reconstruction et au développement par le biais d'un véritable engagement de l'ONU à un partenariat durable avec ce pays. Nous devons mettre à profit le mandat de la MANUA et ses fonctions de bons offices pour renforcer les institutions et les capacités nationales dans les domaines d'action prioritaires, à la demande du Gouvernement.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à l'observatrice de l'Union européenne.

Mme Adamson (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne (UE) et de ses 28 États membres.

La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro la Serbie et l'Albanie, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Je vais lire une version abrégée de ma déclaration. La version intégrale du texte sera distribuée.

Je tiens à remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé (S/2017/508). Je voudrais aussi remercier le Représentant spécial, M. Yamamoto, pour son exposé.

Tout d'abord, je tiens à exprimer les plus sincères condoléances de l'UE au peuple et au Gouvernement afghans à la suite des horribles attaques terroristes commises à Kaboul. Dans le même temps, je voudrais réaffirmer l'engagement sans faille de l'Union européenne à soutenir l'Afghanistan dans la lutte contre la menace mondiale du terrorisme. Par ailleurs, l'UE réclame une enquête approfondie sur ces crimes et et demande que leurs auteurs soient identifiés afin d'être traduits en justice.

Comme elle l'a indiqué à plusieurs reprises, l'UE reconnaît pleinement le rôle crucial joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et par tous les organismes des Nations Unies pour aider le peuple afghan, favoriser la paix et la réconciliation, surveiller la situation des droits

de l'homme et promouvoir ces droits, et coordonner l'assistance de la communauté internationale.

La Conférence de Bruxelles sur Afghanistan, tenue en octobre dernier, a montré qu'il existait un très fort engagement international en faveur de l'Afghanistan. À la Conférence de Bruxelles, la communauté internationale a envoyé un signal clair d'appui à un processus visant à rétablir la paix, la sécurité et la stabilité. Nous devons continuer de faire fond sur ce consensus naissant autour de l'appui régional et international pour le processus de paix et de réconciliation. L'UE est prête à assumer ses responsabilités dans ce processus politique.

Tous les efforts internationaux et régionaux déployés sur les plans sécuritaire, politique, économique et du développement doivent s'accorder pour faire avancer ce processus politique. Le terrorisme et l'extrémisme violent font peser des menaces fondamentales sur tous les acteurs étatiques, de la même manière que le terrorisme et le recours à la violence minent la paix et la stabilité régionales.

L'Union européenne reste pleinement déterminée à appuyer un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans. Ce processus doit inclure tous les Afghans - hommes et femmes - et leurs intérêts légitimes, et doit préserver l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, ainsi que l'égalité des droits de tous les Afghans conformément à la Constitution du pays. Nous nous félicitons de la nouvelle initiative de paix régionale lancée récemment, le Processus de Kaboul sur la paix et la coopération en matière de sécurité. Nous saluons la volonté inébranlable du Gouvernement afghan de s'engager dans un processus politique avec les Taliban et les autres groupes afghans opposés au Gouvernement de Kaboul afin de parvenir à un règlement politique durable. Nous sommes favorables à toute initiative visant à créer un environnement propice au bon déroulement d'un tel processus, et nous appelons toutes les parties à s'engager à élaborer des solutions constructives.

Nous nous félicitons également du travail accompli par le Gouvernement afghan pour promouvoir la mise en œuvre de ses engagements et les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption, la préparation des élections, la collecte des recettes et l'exécution du budget. Cela doit maintenant être suivi par d'autres résultats tangibles dans la mise en œuvre du programme de réforme. Le 18 février, la signature par l'UE et la République islamique d'Afghanistan de leur premier contrat, l'Accord de coopération pour le partenariat et le développement, a envoyé un signal politique fort de l'appui soutenu de l'UE à ce pays Nous espérons que bientôt Afghanistan sera en mesure de ratifier cet accord, de commencer son application provisoire et de mettre en place les structures institutionnelles.

L'Union européenne et ses États membres saluent Les efforts déployés par le Gouvernement pour organiser les élections législatives et les élections des conseils dont la tenue avait été retardée. Nous notons néanmoins que des décisions importantes permettant de lancer les préparatifs des élections n'ont toujours pas été prises. Nous exhortons le Gouvernement à prendre rapidement les décisions nécessaires et les organismes de gestion des élections à mener le processus électoral avec professionnalisme, dans la transparence et de façon inclusive. Cela permettra de rétablir la confiance au sein des populations. S'il est vrai que les aspects techniques des élections jouent un rôle important, la volonté politique des parties prenantes afghanes et un leadership ferme et cohérent sont nécessaires pour organiser des élections crédibles. L'Union européenne appuie le processus électoral, le renforcement des capacités, le renforcement institutionnel des organismes de gestion des élections et le rôle de coordination de la MANUA. Toute assistance doit se fonder sur une approche tournée vers l'avenir, en vue de la mise en œuvre de véritables réformes électorales, ainsi que du renforcement durable des institutions électorales et de l'amélioration des processus électoraux.

Au nom de l'Union européenne et de ses États membres, je voudrais réitérer que les efforts conjoints en faveur de l'édification de l'État et du développement en Afghanistan doivent s'appuyer sur une coopération régionale renforcée.

La coopération régionale demeure essentielle pour pérenniser la paix et la stabilité en Afghanistan et dans la région. On ne peut s'attaquer aux menaces de terrorisme qui pèsent sur tous les pays de la région que grâce au renforcement de la coopération en matière de sécurité. Cela est également indispensable pour parvenir au développement durable.

Les migrations demeurent une préoccupation commune qui fait l'objet d'un dialogue important entre l'Union européenne et l'Afghanistan. Dans le cadre de l'accord connu sous le nom d'action conjointe pour le futur sur les questions migratoires, qui est un engagement politique visant à renforcer la coopération en matière de migration et de réadmission, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à approfondir la

coopération sur la base de la solidarité et de l'échange d'informations.

Dans le même temps, l'Union européenne suit de près la dimension régionale des réfugiés afghans. Nous soulevons régulièrement cette question au cours de nos dialogues politiques avec les partenaires pertinents. L'Union européenne est favorable à une démarche régionale pour traiter cette question et nos efforts visent essentiellement à remédier aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés. Nous entendons également concentrer nos efforts sur la réinsertion à long terme des migrants qui retournent dans leur pays. Je tiens à assurer le Conseil que l'Union européenne poursuivra son travail et maintiendra son engagement dans ces domaines.

Dans ce contexte, il faut encourager la MANUA à poursuivre ses efforts et le dialogue avec le Gouvernement afghan en faveur de l'intégration des déplacés et des rapatriés. L'Union européenne compte élaborer une stratégie globale pour combler les lacunes entre l'action humanitaire et les efforts de développement et promouvoir des solutions durables aux défis liés à cette crise prolongée.

Même si le premier rapport trimestriel de la MANUA en 2017 sur les pertes civiles en Afghanistan fait état d'une baisse de 4 % du nombre de victimes civiles par rapport à la même période en 2016, nous sommes préoccupés par l'augmentation du nombre de victimes civiles parmi les enfants et les femmes. Nous appelons toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger la population civile, en particulier les femmes et les enfants. Nous devons également continuer à protéger le rôle essentiel des organismes humanitaires et à respecter leur impartialité et leur espace humanitaire pour qu'ils puissent répondre aux besoins les plus urgents des personnes vulnérables. Compte tenu de la menace que les mines et les engins explosifs improvisés, qui sont nombreux, représentent pour la population, l'Union européenne encourage également l'Afghanistan à maintenir le rythme actuel des activités de déminage.

Pour terminer, il est essentiel que la communauté internationale reste fermement engagée à accompagner l'Afghanistan sur la voie d'une stabilité à long terme. L'Union européenne considère toujours la MANUA comme un partenaire clef pour parvenir à une paix durable en Afghanistan. La MANUA joue un rôle inestimable pour mobiliser un appui international le plus large possible en faveur d'un processus dirigé et pris en charge par les Afghans. L'Union européenne continuera d'appuyer ces efforts avec tous les moyens à sa disposition.

À cet égard, je voudrais informer les collègues que la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, a annoncé aujourd'hui la nomination de M. Roland Kobia en tant qu'Envoyé spécial de l'Union européenne en Afghanistan. Sa principale tâche consistera à renforcer la contribution de l'Union européenne à une paix et une prospérité durables en Afghanistan et dans la région.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. Bogaert (Belgique) : Je remercie le Secrétaire général pour son rapport trimestriel sur la situation en Afghanistan (S/2017/508) ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général pour son intervention et son engagement au soutien de l'Afghanistan dans cette phase cruciale.

Tout d'abord, je souhaite, à l'instar de ceux qui sont intervenus avant moi, exprimer mes plus sincères condoléances au peuple et au Gouvernement afghans pour les victimes de récentes attaques terroristes à Kaboul. La Belgique continuera de se tenir fermement aux côtés de l'Afghanistan dans la lutte contre le terrorisme.

Nous nous félicitons de la récente visite du Secrétaire général en Afghanistan. Cette visite est l'expression de la solidarité internationale pour l'Afghanistan et témoigne de la continuité de l'engagement international en faveur d'une stabilisation durable et pacifique du pays. Nous appuyons pleinement les messages et appels du Secrétaire général ainsi que de son Représentant spécial concernant la préparation des élections, l'importance d'un processus de paix dirigé par les Afghans eux-mêmes, la nécessité d'un effort international concerté contre le terrorisme et le besoin de réussir l'intégration d'un nombre important de rapatriés. Il s'agit là d'éléments clefs pour que la transition réussisse et parvienne à surmonter les défis et les risques bien réels.

La Belgique, pour sa part, reste déterminée à contribuer à l'effort de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan. Nous aimerions, plus particulièrement, féliciter le Gouvernement afghan pour le lancement du Processus de Kaboul, et nous nous réjouissons également de l'annonce faite juste

maintenant concernant la fixation imminente de la date des élections parlementaires.

Je voudrais axer mon intervention d'aujourd'hui sur trois points.

Tout d'abord, nous soulignons l'importance d'une action durable contre les mines en Afghanistan. Monsieur le Président, la semaine passée, vous avez organisé au Conseil de sécurité une séance d'information importante sur l'action antimines. Malgré les énormes efforts déployés par le Gouvernement afghan, avec l'appui du Service de la lutte antimines de l'ONU et d'autres partenaires internationaux, l'Afghanistan reste l'un des pays les plus touchés au monde par ce fléau. Les mines antipersonnel, les engins explosifs improvisés et les restes explosifs de guerre causent d'innombrables victimes civiles et affectent les enfants de manière disproportionnée.

En effet, plus de 80 % des victimes de munitions non explosées sont des enfants. Le défi auquel l'Afghanistan fait face pour atteindre ses obligations de déminage en vertu de la Convention d'Ottawa en 2023 est considérable. Quant à moi, je suis heureux d'annoncer que la Belgique a récemment décidé de soutenir un nouveau projet du Service de la lutte antimines de l'ONU pour renforcer la capacité de l'autorité nationale afghane chargée de l'action contre les mines, en vue de coordonner et de gérer la qualité de toutes les activités d'action antimines dans le pays.

Deuxièmement, j'aimerais souligner notre profonde inquiétude quant à l'impact accru du conflit sur les enfants. Au cours du premier trimestre de l'année 2017, la MANUA a malheureusement enregistré une forte augmentation des victimes parmi les enfants. Alors que les forces anti-gouvernementales sont responsables de la grande majorité du recrutement dans des groupes armés, de la torture et d'autres violations à l'encontre des enfants, nous encourageons également le Gouvernement à intensifier ses efforts pour mettre en œuvre les engagements qui le concernent.

La MANUA a signalé des progrès en ce qui concerne les pratiques de détention pour les enfants, mais il reste important de mettre pleinement en œuvre, à cet égard, la directive publiée par la Direction nationale de la sécurité. Trop d'écoles aussi sont encore utilisées à des fins militaires. Nous appelons le Secrétaire général à maintenir une capacité spéciale de protection de l'enfance au sein de la MANUA. Nous souhaitons également réitérer notre appel à toutes les parties au conflit afin qu'elles respectent pleinement leurs obligations en vertu du droit international humanitaire.

Troisième et dernier point, il est évident que le processus de paix au niveau national et l'action concertée à l'échelle régionale et internationale, y compris le Processus de Kaboul lancé récemment, sont essentiels pour progresser de manière significative dans la lutte contre le terrorisme. Je voudrais également réaffirmer l'importance d'un plan d'action national global contre l'extrémisme violent en vue de lutter efficacement contre le terrorisme. La compréhension à partir du terrain des facteurs de radicalisation et de recrutement, ainsi qu'une compréhension adéquate des réseaux de financement du terrorisme et le dialogue inter-religieux, sont des éléments clefs pour une action efficace. La Belgique félicite le Gouvernement afghan pour les efforts importants entrepris jusqu'ici, par exemple concernant le plan d'action pour lutter contre le financement du terrorisme et le trafic de drogue, qui joue un rôle important à cet égard, - comme plusieurs orateurs l'ont mentionné avant moi - et encourage le Gouvernement à continuer à travailler à un plan d'action national, bénéficiant du soutien et de l'expertise des Nations Unies dans ce domaine.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Australie.

Mme Bird (Australie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, à l'instar d'autres pays, l'Australie condamne fermement l'horrible attentat qui a eu lieu à Kaboul le 31 mai, une attaque monstrueuse qui plus est perpétrée durant le mois sacré du ramadan. Dans un message de condoléances adressé au Président Ghani Ahmadzai et dans son allocution devant le Parlement, le Premier Ministre, M. Turnbull, a réaffirmé la détermination de l'Australie à aider l'Afghanistan dans sa lutte contre le terrorisme et aux fins de sa sécurité et de son développement à long terme.

De telles attaques ne font que nous renforcer dans notre volonté de rester engagés aux côtés des Afghans afin qu'ils connaissent la paix et la prospérité. Nous sommes solidaires du Gouvernement d'union nationale dans sa quête d'unité et de stabilité en vue d'un avenir pour l'Afghanistan. Nous exhortons les Afghans à rester solidaires malgré leur frustration et leurs souffrances, et saluons l'action menée par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan en usant de ses bons offices à Kaboul pour encourager le dialogue.

Les événements du trimestre dernier soulignent qu'il importe que la communauté internationale dans son ensemble continue de se tenir aux côtés de l'Afghanistan, qui s'emploie à mettre fin à au cycle de violence. À cette fin, l'Australie a annoncé dernièrement qu'elle renforcerait les effectifs de sa présence militaire en Afghanistan, les faisant passer à près de 300 personnes, pour appuyer le renforcement à long terme des capacités des forces de sécurité afghanes. Cet important effort s'inscrit dans le cadre de notre engagement en faveur du programme afghan de gouvernance et de réforme, car assurer l'avenir de l'Afghanistan ne consiste pas seulement à agir au plan de la sécurité.

Nous saluons la détermination de l'Afghanistan à mettre en œuvre son programme de réforme et prenons note des progrès importants réalisés, notamment le taux de croissance économique pour cette année qui devrait être plus élevé que ne le laissaient présager les estimations précédentes. La révision du Code pénal et les initiatives de lutte contre la corruption sont des accomplissements à saluer en ce qu'ils sont liés à la gouvernance et à l'état de droit. Les mesures positives prises dans le domaine des droits de l'homme, en particulier le retrait des réserves au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, sont aussi à saluer. Pour consolider ce progrès, nous recommandons vivement qu'un élan soutenu soit imprimé à la réforme électorale en tant qu'élément constitutif fondamental du progrès démocratique. Nous avons été encouragés d'entendre dire ici aujourd'hui que l'annonce d'une date pour la tenue d'élections législatives qui tardent à se tenir serait imminente.

Nous félicitons aussi l'Afghanistan d'avoir pris l'initiative s'inscrivant dans le Processus de Kaboul. La prise en mains par l'Afghanistan des discussions régionales sur la paix durable atteste de sa volonté de trouver des idées fraîches, innovantes et pratiques sur la façon dont on peut parvenir à la stabilité. Nous encourageons les voisins et les partenaires de l'Afghanistan à se joindre au Gouvernement d'union nationale dans le cadre de cet effort. Nous saluons la rencontre constructive qui a eu lieu dernièrement entre le Premier Ministre Sharif et le Président Ghani Ahmadzai. La communauté internationale se tient aux côtés de l'Afghanistan et est disposée à appuyer Kaboul dans sa quête de solutions aux problèmes de l'Afghanistan.

Pour terminer, l'Afghanistan reste aux premières lignes de la lutte mondiale contre le terrorisme. Les faits survenus dernièrement à Londres, à Manchester, à Téhéran, en Égypte et en Afghanistan même soulignent les conséquences potentielles d'un échec. L'Afghanistan reste une priorité urgente pour la sécurité régionale et internationale, et il demeure essentiel que nous lui apportions un soutien concerté.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Canada.

Mme Boucher (Canada) (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole au Conseil de sécurité. Je remercie aussi le Représentant spécial, M. Yamamoto, pour le judicieux compte rendu qu'il nous a livré.

J'aimerais tout d'abord offrir mes sincères condoléances à la population et au Gouvernement de l'Afghanistan qui ont été touchés par les attentats terroristes, y compris l'attentat à la bombe qui a frappé Kaboul le 31 mai. Il est primordial que nous poursuivions nos efforts afin de contrer le terrorisme et toutes les formes d'extrémisme violent. J'aimerais également féliciter le Gouvernement afghan pour avoir convoqué la conférence sur le Processus de Kaboul le 6 juin, malgré les circonstances extrêmement difficiles. Le Canada appuie sans réserve un processus de paix dirigé et pris en mains par les Afghans. J'espère que le Processus de Kaboul portera fruit et que l'Afghanistan sera bientôt libéré de cette violence.

Le Canada demeure engagé aux côtés de l'Afghanistan dans sa voie vers le développement. Conformément à la politique d'aide internationale « féministe » annoncée dernièrement par le Canada, nous continuerons de nous concentrer sur le droit des femmes et des filles dans l'ensemble de nos programmes en Afghanistan. Par exemple, nous soutenons activement l'inclusion et l'autonomisation des femmes en Afghanistan. Nous aidons à la mise en œuvre de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et nous avons des programmes d'éducation, de sensibilisation et de renforcement des capacités en matière de droits des femmes et de violence sexiste. Nos partenaires appuient également la participation des femmes à la prise de décisions dans leur foyer et leurs collectivités et aident les femmes marginalisées sur le plan économique à acquérir les compétences et les capacités nécessaires à leur subsistance. Afin que la paix, la sécurité et le développement s'enracinent durablement en Afghanistan, les femmes doivent

joindre les hommes au cœur du processus décisionnel à tous les niveaux de la politique, de la société et de l'économie afghanes.

Le Canada félicite le Gouvernement afghan de s'être engagé à améliorer la représentation des femmes dans les institutions gouvernementales, qui doit atteindre 30 % d'ici à 2020. Le Canada félicite aussi le Gouvernement afghan d'avoir lancé son plan national d'action pour l'élimination des mariages précoces et de mariages d'enfants. Le 15 mai, le Canada s'est joint à des femmes de toutes les régions de l'Afghanistan qui s'étaient rassemblées pour discuter de leurs expériences, de leur vision et de leurs contributions à la paix dans le cadre du quatrième symposium de Kaboul, intitulé « Les femmes afghanes : messagères de la paix ». La participation des femmes au processus de paix et de réconciliation est essentielle. J'espère que de tels événements, de même que les efforts faits pour lutter contre la violence sexiste et offrir une meilleure éducation aux filles et aux jeunes femmes, rapprocheront plus avant l'Afghanistan de la paix et de la stabilité.

(*l'oratrice poursuit en français*)

Enfin, je voudrais exprimer la profonde préoccupation de mon pays au sujet de la détérioration constante de la sécurité en Afghanistan, particulièrement en ce qui a trait au nombre de victimes signalées jusqu'à présent pour 2017 chez les civils et les travailleurs humanitaires. Nous sommes consternés par le nombre de victimes enregistrées parmi les civils. Leur déplacement, leur vulnérabilité accrue et leurs pertes sont inacceptables. Nous sommes consternés de voir les répercussions qu'ont l'instabilité et l'insécurité sur les femmes et les enfants. Toutes les parties au conflit doivent prendre des mesures urgentes pour mettre fin au meurtre et à la mutilation des civils. Nous demandons aux voisins et aux partenaires de l'Afghanistan de continuer à travailler avec le Gouvernement afghan afin d'accroître la stabilité de la région et réduire la violence dans le pays.

Le Canada soutient le peuple afghan dans ses efforts pour assurer un avenir sûr, prospère et pacifique.

La séance est levée à 13 h 35.